

NOT TO BE PUBLISHED.

The information given in this document is not to be communicated, either directly or indirectly, to the Press or to any person not holding an official position in His Majesty's Service.

**SECRET
DEFENSE**

**S'ENGAGER
POUR LIBÉRER
LA FRANCE**



S'EN GA GER

POUR LIBÉRER

LA FRANCE

EXPO

SOMMAIRE



Introduction et présentation de l'exposition

01 1940 : le traumatisme de la défaite

Focus : 1914-1918, la première occupation matrice de l'engagement des résistants de 1940-1945

02 Partir en Angleterre pour résister dès 1940

03 L'Empire au secours de la France Libre

Focus : les prisonniers coloniaux et le racisme nazi

04 Aider les Alliés en France immédiatement

05 Les 4 piliers de la Résistance intérieure

06 Une résistance qui s'organise et qui s'unifie autour du général de Gaulle

Focus : bande dessinée et Résistance

07 Préparer le rétablissement de la légalité républicaine

08 Les combats des français aux côtés des Alliés : l'engagement des Forces Françaises Libres dans l'Empire

09 Les combats des français aux côtés des Alliés. Après novembre 1942 : l'armée française aux côtés des Alliés

10 Les combats de la Libération en France

Focus : autour de l'Affiche rouge et de l'engagement des FTP-MOI, exploiter divers supports dans le cadre de la préparation au CNRD

11 Les combats de la Libération de la France : poursuite du combat aux côtés des Alliés

12 Une France libérée, une République régénérée

Lexique

Bibliographie

A black and white photograph of military gear. In the background, a pair of worn leather boots sits on a wooden crate. In the foreground, a vintage camera with a lens cap is positioned on a wooden surface. To the left of the camera is a small, rectangular photograph showing a group of soldiers in a field. To the right of the camera is a folding knife with its blade partially open. The scene is lit from the side, creating strong shadows and highlights on the textures of the leather and wood.

LIBÉRER UNE FRANCE

OCCUPÉE !

RE_MER CIE MENTS

Cette exposition est une œuvre collective réalisée par des Historiens volontaires et bénévoles. Elle ne peut être exhaustive, compte tenu de l'espace disponible. Elle associe le Musée de la Résistance et l'Association *Souvenir de la Résistance et des Fusillés du Fort de Bondues*.

Équipe scientifique :

Odile Louage, Commissaire d'exposition

Marie-Christine Bouche

Béatrice Bricout

Pascale Cazeel

Guillaume Delhayé

Monique Heddebaut

Claude Pétilon

Hélène Priego, directrice du Musée de la Résistance

Jean-Baptiste Gardon, professeur missionné au Musée par le Rectorat a réalisé le livret de visite ;

Claire Crétel-Diest, chargée de conservation et d'animation au Musée, s'est occupée de la coordination et de la mise en page du livret de visite ;

Et Hervé Bouche, Chantal Pétilon et Pascale Saunier ont relu les textes.

Direction artistique : Pascal Dupont

Du 3 décembre 2017 au 8 mai 2018

En lien avec le thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation 2017-2018, « S'ENGAGER POUR LIBÉRER LA FRANCE », l'exposition réalisée par le Musée de la Résistance de Bondues et l'association *Souvenir de la Résistance et des fusillés du Fort de Bondues* est destinée aux élèves des établissements qui préparent le CNRD.

Le livret reprend l'essentiel du texte des différents panneaux de l'exposition et un ou deux documents présentés. Pour compléter l'exposition, ou plutôt la prolonger, nous proposons des « focus » sur des aspects ne pouvant être intégrés dans l'exposition afin d'en privilégier la lisibilité.

Ces quatre focus proposent aux élèves (et à leurs enseignants) des pistes pour travailler sur la longue durée (« l'occupation de 1914-1918 ») ou approfondir la réflexion sur certains aspects (la question du racisme par exemple) dans une démarche interdisciplinaire. Mais aussi à varier les supports utilisés dans le cadre de la préparation aux épreuves individuelles et aux travaux collectifs (la bande dessinée ou « l'affiche rouge ») en s'appuyant sur le PEAC.

Certains termes sont accompagnés d'un astérisque et sont ainsi définis à la fin du livret, où vous trouverez également une bibliographie non exhaustive des ouvrages disponibles au Musée de la Résistance de Bondues sur le thème de l'exposition.

1940

LE TRAUMATISME

DE LA DÉFAITE

En juin 1940, après le choc de la débâcle, très rapidement se manifestent les premières formes du refus de la défaite.

LE CATACLYSME

La débâcle militaire : la « drôle de guerre » s'achève le 10 mai 1940 avec l'offensive éclair de la *Wehrmacht** et la « bataille de France ». La « *blitzkrieg* »* enfonce la ligne de défense sur la Somme dès le 10 juin, alors même que l'Italie déclare la guerre. En dépit de combats très violents (70 000 morts), l'armée française bat en retraite. Les soldats rejoignent sur les routes l'Exode des millions de Français stupéfaits et effrayés, fuyant l'invasion.

La crise politique du 16 juin 1940 : la débâcle militaire provoque la démission du président du Conseil, Paul Reynaud, qui est minoritaire dans le gouvernement replié à Bordeaux car il est favorable à la poursuite du combat à partir de l'Afrique du Nord. Il est remplacé par le Maréchal Pétain, vice-président du Conseil, préférant l'armistice et le maintien du gouvernement français sur le territoire métropolitain.

L'humiliation de l'armistice, signé le 22 juin 1940 à Rethondes : une ligne de démarcation coupe la France en 2. Une zone Nord, occupée par les Allemands, et une zone Sud, dite « libre », administrée par le gouvernement français. Les conditions de l'armistice sont les suivantes : les prisonniers de guerre sont maintenus en captivité (en France puis en Allemagne pour la majorité). Le gouvernement français s'engage à livrer les réfugiés politiques allemands et à payer les frais d'entretien des troupes d'occupation. Il reste officiellement une armée française mais



Poignée de main de Montoire du 24 octobre 1940 entre le Maréchal Pétain et Adolf Hitler. Coll. Bundesarchiv

limitée à 100 000 hommes. Par ailleurs, la flotte de guerre doit rejoindre ses ports d'attache le plus souvent occupés par les Allemands.

Juillet 1940, chute de la III^{ème} République et début du régime de Vichy : le 10 juillet 1940, à Vichy, le Maréchal Philippe Pétain obtient les pleins pouvoirs pour mettre un terme à la III^{ème} République et changer de constitution (par 569 voix pour et 80 contre mais dans des conditions de vote bien peu démocratiques). « L'État français », ou « régime de Vichy », dont la devise est « Travail, Famille, Patrie » est une dictature dans laquelle le « Chef de l'État français », Philippe Pétain concentre tous les pouvoirs. La « Révolution nationale » engagée par Pétain est une synthèse de divers courants idéologiques inspirée par la droite maurassienne (de Charles Maurras, 1868-1952) : autoritaire, réactionnaire, monarchiste, nationaliste, xénophobe, raciste et antisémite. Pétain souhaite « assainir » la « communauté nationale », exclure « l'anti-France » (les juifs, les francs-maçons, les étrangers, les communistes, les démocrates et les républicains de toutes tendances...). L'État français procède rapidement à la dissolution de la franc-maçonnerie (août 1940), promulgue le premier statut des juifs (octobre 1940) qui sont exclus de la vie économique, sociale et culturelle dans un premier temps, avant la déportation.

Le 24 octobre 1940, Pétain rencontre Hitler à Montoire, leur poignée de main scelle l'engagement du régime de Vichy dans la collaboration active avec l'Allemagne nazie.

LES FORMES

DU REFUS EN 1940

Les refus : dès juin 1940, apparaissent différentes formes de refus face à la situation militaire et politique de la France.

Le refus de l'armistice et la volonté de poursuivre le combat, le refus de la collaboration avec l'envahisseur et son idéologie raciste et antisémite. Jacques-Yves Mulliez témoigne dans son récit autobiographique *Ma guerre secrète* : « j'avais été scandalisé de voir un soldat allemand abattre de sang-froid un prisonnier français noir. Ce jour-là, je me suis juré de les [les Allemands] foutre dehors ».

Pour de nombreux français du Nord et du Pas-de-Calais, ce refus est aussi lié au souvenir des exactions et de la rigueur de la première occupation en 1914-1918, renforcé encore par un sentiment anglophile très développé dans le Nord où a stationné et combattu le Corps Expéditionnaire Britannique.

QUELQUES EXEMPLES D' ACTIONS

DANS LA RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS



Jean SOUDAN : né en 1923, il est élève au lycée Gambetta de Tourcoing où il participe à la rédaction d'un journal clandestin dans lequel sont notées les informations données par la BBC.



Andrée HERBEAUX : née en 1922, elle entend l'appel du 18 juin, le prend en sténo, le recopie et le distribue dans les boîtes aux lettres de Rosendaël. Par la suite, elle devient membre du réseau *Alliance* dans la région de Dunkerque.

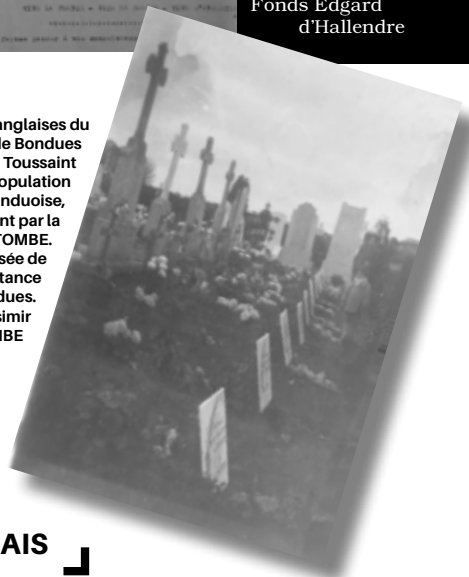


Georges DELEPAUT : né en 1923, il est à l'école de la SNCF aux ateliers d'Hellemmes en 1940. Il distribue des tracts patriotiques dans les armoires des vestiaires de ces ateliers.



Eugène d'Hallendre, résistant de La Madeleine, rédige son premier tract le 1er décembre 1940 suite à l'entrevue de Montoire. Il signe ses tracts par son numéro de matricule militaire. Coll. Musée de la Résistance de Bonduees. Fonds Edgard d'Hallendre

Tombs anglaises du cimetière de Bonduees fleuries à la Toussaint 1941 par la population bonduoise, notamment par la famille DESTOMBE. Coll. Musée de la Résistance de Bonduees. Fonds Casimir DESTOMBE



1914-1918

LA 1^{ÈRE} OCCUPATION MATRICEDE L' ENGAGEMENT DES
RÉSISTANTS DE 1940-1945

La première Occupation entre 1914 et 1918 a profondément marqué les populations civiles de la zone occupée (principalement le Nord-Pas-de Calais et la Belgique). Vingt-deux ans après, les troupes d'occupation allemandes reviennent et avec elles le souvenir des « déportations », des « brassards rouges », des réquisitions et des pénuries. Les premiers actes de résistance dans cette zone de nouveau occupée sont concomitants avec l'arrivée des premiers soldats allemands : cacher un militaire français ou britannique, cacher des armes, préparer la clandestinité... Le souvenir et l'expérience de 1914-1918 ont été déterminants (voir panneau 1).

Ce « focus » s'appuiera principalement sur la ville de Roubaix et parfois plus largement le secteur de Lille-Roubaix entre 1914 et 1918 pour présenter cette première occupation qui concerne 2 millions de français (70 % du territoire du département du Nord et 25 % de celui du Pas-de-Calais) mais les faits évoqués sont semblables dans toute la zone occupée. Les informations sont tirées principalement des archives départementales du Nord et des archives municipales de Roubaix.

Plus de 4 000 combattants originaires de Roubaix sont « morts pour la France » et ils laissent autant de veuves de guerre et d'orphelins qui le plus souvent résident à Roubaix et son secteur en 1940. Entre 1914 et 1918, Roubaix a perdu 50 % de sa population, la quasi-totalité de son potentiel industriel est hors service (emporté par l'occupant ou détruit). Le souvenir de ces pertes humaines et du recul économique de la région reste

vivace en 1940 chez les civils et les anciens combattants comme Louis Herbeaux.



Engagé volontaire en 1914 et blessé par un éclat d'obus au visage dans la Somme, Louis Herbeaux reçoit alors la Médaille Militaire et la Croix de Guerre. À son retour à la vie civile, il reprend le travail de menuisier de son père qui possède un atelier situé à l'angle des rues Jouffroy et Jules Guesde à Roubaix.

En 1935, son ancien lieutenant Emile Fleck, directeur des Hospices civils de Dunkerque, lui offre un poste de concierge à l'hôpital de Dunkerque. Il déménage alors sur la côte. Ce poste lui sera d'une grande utilité durant son engagement dans la Résistance. Il est mobilisé en 1939 et fait prisonnier en Normandie. Il ne sera libéré qu'en décembre 1940 en tant qu'ancien combattant de la Grande Guerre.

Le 18 juin 1940, Andrée Herbeaux, sa fille, entend l'appel du général de Gaulle, qu'elle recopie, lors d'une rediffusion, en sténographie. Elle décide, afin d'en informer ses voisins, de distribuer le texte. Dans le cadre de son travail d'infirmière volontaire, elle rencontre Maxie Boréa dite « Viviane », qui a été chargée par Alliance de recruter des agents sur la côte et notamment un chef de secteur pour coordonner la recherche de renseignements militaires sur Dunkerque et la zone littorale dite « rouge ». C'est à partir de ce moment que la famille Herbeaux entre en résistance dans le réseau Alliance.

À son retour de captivité, Louis Herbeaux devient ainsi le responsable d'une zone s'étendant de Calais à la frontière belge, un vaste territoire occupé et fortifié par les Allemands. Afin de recueillir les renseignements demandés par sa hiérarchie, il recrute à son tour 74 agents pour travailler à ses côtés. Il y aura notamment René Bonpain et Jules Lanery. Les agents reliés au responsable ne se connaissent pas tous entre eux. Ils ne découvrent leur appartenance réciproque que par indiscretion ou pur hasard. Des informations importantes seront collectées par ces agents : sur le central téléphonique de Dunkerque, qui relie la Normandie à Bruxelles (sa destruction le 5 février 1944 désorganisera les communications allemandes au moment du débarquement) ; sur la base sous-marine de Dunkerque dont il récupère les plans complets grâce à Jean Bryckaert, interprète à la *Kriegsmarine* ; ou encore sur l'emplacement des rampes de lancement V1. Louis Herbeaux collecte également des armes réquisitionnées et entreposées par la mairie.

Afin d'avertir les Anglais de ces infrastructures, les informations sont transmises à Andrée Herbeaux, qui, à son tour, les donne à une religieuse de l'hôpital, Sœur Zoé, afin qu'elle puisse les confier à « Viviane ». Faute de posséder un émetteur radio, Louis Herbeaux et sa fille se rendent fréquemment, à partir d'avril 1942, à Paris pour porter les informations du groupe au Colonel Fernand Alamichel. Louis Herbeaux est arrêté puis fusillé le 30 mars 1943 à Bondues.

Mais quel droit prévaut pour les civils sous occupation en 1914 ? La Convention de Genève de 1864 qui s'applique aux militaires ou les Congrès de La Haye 1899 et 1907 qui statuent sur la protection des civils ? La question est importante pour les occupés et les occupants, c'est celle de la distinction entre le droit de la guerre et le « droit des gens », c'est-à-dire la distinction entre militaires et civils qui commence à s'estomper avec cette longue occupation et la guerre « totale ». De même la question de la distinction entre le front et l'arrière (soit une différence, depuis Roubaix de 20 kilomètres) est une limite physique et juridique incertaine. Le civil qui s'oppose à l'occupant est-il un combattant ? S'il porte les armes ou participe indirectement aux combats (espionnage, renseignement) il n'est plus un civil mais ne porte toujours pas d'uniforme.

Par ailleurs, le terme même de « Résistance » n'est pas utilisé en 1914-1918, du moins pas dans le sens qu'il a acquis depuis 1940. Pourtant, évidemment, il existe des actes de résistance dès 1914. Ce que l'on qualifie à l'époque d'acte de résistance est en fait un « refus d'obtempérer », juridiquement parlant un acte de rébellion sanctionné dans le code pénal français. Pour l'occupant tout acte de résistance réveille la crainte des francs-tireurs de 1870 ou d'une hypothétique levée en masse de civils armés dans de petits États comme la Belgique. La répression se libère alors des contraintes du droit international et l'ordre de l'occupant prime sur le droit. Les exactions de l'occupant entre 1914 et 1918 sont réelles, et représentent 129 incidents majeurs (28 en France provoquant plus de 125 morts et 101 incidents en Belgique pour plus de 4 000 morts).

Autre terme qui recouvre une autre réalité en 1940-1945 : la déportation. En effet, la déportation à partir de 1915, dans toute la zone occupée et particulièrement sur Roubaix concerne les notables et élites municipales (dont certaines femmes). En réponse à un refus de payer une nouvelle amende pour « l'agression » d'une sentinelle allemande, la ville de Roubaix voit 231 otages déportés en Allemagne à partir du 4 juillet 1915. Là encore le vocable n'a pas

1914-1918

LA 1^{ÈRE} OCCUPATION MATRICEDEL' ENGAGEMENT DES
RÉSISTANTS DE 1940 À 1945

le même sens que pendant la Seconde Guerre mondiale. Il n'est pas question de travail forcé pour ces notables, les conditions de vie sont parfois rudes mais ces otages rentrent tous quelques mois plus tard.

Les conditions de détentions dans les camps et les forteresses militaires en Allemagne se dégradent au cours de la Première Guerre mondiale et en fonction des motifs de déportation : la mort de Louise de Bettignies en septembre 1918 est directement liée aux conditions épouvantables d'incarcération. De même, d'une guerre à l'autre, les motifs et les conditions de « déportation » de Jean Lebas en 1915 (il est libéré en janvier 1916) et en 1941 (il décède en déportation en mars 1944) sont bien différentes.



Un groupe d'otages du conseil municipal de Roubaix pose pour une photographie de groupe devant la baraque du camp de Güstrow (Meclembourg-Poméranie occidentale) où ils sont détenus, le 20 juillet 1915, in *La Grande Guerre dans le Nord et le Pas-de-Calais 1914-1918*, La Voix du Nord Editions, 2014, page 243

Pour les civils restés en zone occupée, le quotidien est plus rude encore. Les prisons roubaisiennes sont pleines (même les bains publics sont transformés en prison et saturés) principalement de pauvres gens ayant refusé de payer une amende, ayant volé un légume pour ne pas mourir de faim ou ayant soustrait une volaille aux ordres de réquisitions de l'occupant. La pénurie alimentaire, et ses conséquences sur la santé publique, est un des aspects marquants de l'Occupation à Roubaix. La pénurie alimentaire et l'inflation du prix des denrées au marché noir plongent la population de la métropole lilloise dans une situation de grande fragilité et de

crise sanitaire (tuberculose, cas de typhus et de dysenterie...). Alors qu'à terme la population totale de Roubaix a été divisée par deux, le nombre de décès quotidiens passe en moyenne de 6 en 1916 à plus de 40 en moyenne fin 1918. La population est exsangue et le souvenir de cette période a certainement joué un rôle majeur dans l'ampleur de l'exode de 1940.

Autre souvenir vivace et douloureux, les « Brassards rouges ». Les autorités d'occupation tentent le recrutement de volontaires (sans grand succès) puis décident la réquisition de la main d'œuvre disponible (du fait de l'arrêt des usines) à grande échelle. En avril 1916, plus de 8 000 jeunes gens (garçons et filles) sont arrêtés sur Lille-Roubaix-Tourcoing pour rejoindre les « Brassards rouges » envoyés au travail forcé dans les Ardennes au profit de l'effort de guerre allemand (bucheronnage, consolidation des tranchées allemande, travaux agricoles ou de voirie...). Les conditions de vie et de travail sont très difficiles et marquent durablement les jeunes gens concernés dont Marcel Boudieriez fusillé au fort de Bondues le 14 décembre 1943.



Durant la Première Guerre mondiale, Marcel Boudieriez avait été réquisitionné pour travailler dans les Ardennes en tant que « brassard rouge ». Il garde donc un souvenir pénible de la première occupation allemande. En 1940, il est dessinateur à l'usine de Fives-Lille et secrétaire du Syndicat des techniciens et employés de la région lilloise. Dès juin 1940, Marcel Boudieriez organise des groupes de résistance qui permettent une liaison suivie entre les patriotes. En janvier 1942, il entre sous les ordres de René Camphin, colonel, commandant FTPF*, sous le surnom de « Fernand ». En mars, il forme le 3ème bataillon de la région A, qui diffuse de la propagande jusqu'au sein des troupes allemandes et organise des sabotages.

Marcel Boudieriez met notamment en place une action contre la centrale électrique de Fives-Lille. Nommé Commandant responsable interrégional, il est chargé de coordonner les mouvements de résistance et de rassembler les moyens matériels nécessaires à la propagande (papier, ronéo ...). Le 18 septembre 1943, Marcel Boudieriez a rendez-vous avec Georges Smets, alias Planque, à Roubaix, mais la police secrète allemande les arrête tous les deux rue des Moulins (aujourd'hui rue Jean Moulin). Amené en voiture à Lille, il parvient à s'échapper en sautant du véhicule qui le transporte au niveau de la Place de la Bourse [Place de l'Opéra]. Malgré la baïonnette attachée le long de sa jambe par les Allemands pour

l'empêcher de s'enfuir, il atteint la rue de Paris où il est intercepté par un policier français.

Emmené à Loos, il est mis au secret les menottes aux mains jusqu'au procès, puis il est incarcéré avec d'autres prisonniers qu'il s'efforce de reconforter. On ne lui accorde qu'une seule visite le 12 décembre 1943 [donc après son procès]. C'est à ce moment qu'il voit pour la dernière fois sa famille.

Il est jugé le 30 novembre 1943, par le Tribunal militaire siégeant Boulevard de la Liberté à Lille. Le 14 décembre 1943, il est fusillé à Bondues en même temps que René Ruelle. Leurs deux noms sont d'ailleurs intervertis sur la liste des fusillés. Marcel Boudieriez est à présent inhumé à Lille Sud.

Les premiers actes de Résistance passent également par la naissance et la diffusion d'une presse clandestine depuis Roubaix occupée. Dès octobre 1914 les communiqués alliés émis depuis la Tour Eiffel sont captés, retranscrits puis imprimés par l'abbé Pinte, Firmin Dubar et Joseph Willot. Diffusés clandestinement sous différents titres dont *L'Oiseau de France* ou *La Voix de la Patrie* jusque décembre 1916, ces journaux préfigurent *Les Petites Ailes* ou *La Voix du Nord* de 1941 (voir panneaux 1 et 5).

Un groupe de brassards rouges roubaisiens pose pour une photographie de groupe, le 30 décembre 1916, in *La Grande Guerre dans le Nord et le Pas-de-Calais 1914-1918*, La Voix du Nord Editions, 2014, page 246



PARTIR

EN ANGLETERRE POUR

RÉSISTER EN 1940

Lors de la débâcle de mai-juin 1940 des hommes parviennent à gagner l'Angleterre. Pour eux, la libération de la France commence dès 1940 par un engagement outre-Manche aux côtés du général de Gaulle.

REFUSER LE STATUT DE PRISONNIER

Charles de Gaulle, comme de nombreux soldats français, a été prisonnier pendant la Première Guerre mondiale. Il conserve de cette expérience un souvenir douloureux et déterminant dans son engagement en 1940.

Philippe De Hautecloque est né le 22 novembre 1902 dans la Somme. Le 25 mai 1940, la 4^{ème} Division d'Infanterie dont il est membre de l'État-Major reçoit l'ordre de repli. Encerclé dans le secteur de Lille après avoir assuré le départ pour Dunkerque de sa division, Leclerc dit alors au général Musse son supérieur « Je ne

veux pas être prisonnier, [...] m'autorisez-vous à tenter ma chance? ». En civil, il se met à la recherche d'une unité combattante mais est blessé à la tête. Soigné à Avallon,



Coll. Fondation de la France Libre

il quitte précipitamment l'hôpital pour fuir les Allemands qui occupent la ville. Philippe De Hautecloque gagne Paris à bicyclette puis l'Anjou où il entend l'un des appels du général de Gaulle qu'il rejoint à Londres. Le 25 juillet, il rencontre le chef de la France Libre qui le nomme commandant. Commence l'épopée de « Leclerc », pseudonyme qu'il adopte pour protéger sa famille des représailles.

RÉPONDRE À L'APPEL DU 18 JUIN

Un résistant de la première heure parmi d'autres : Jean-Pierre Michaux est né le 6 juillet 1921 à Sainghin-en-Mélantois. Le 19 mai 1940, il s'improvise chauffeur sur les routes de l'exode jusqu'à Dinard. Ne voulant pas revenir dans le Nord, il trouve sur place un logement et un travail. Le 19 juin, il apprend par son patron qu'un général a lancé un appel pour continuer la lutte depuis l'Angleterre. Le patron lui déclare qu'il aurait aimé y aller s'il avait eu dix ans de moins et lui donne une somme d'argent. Jean-Pierre Michaux s'embarque pour Londres depuis Douarnenez. Après sa formation militaire, Jean-Pierre Michaux participe aux actions des FFL* en Afrique avant d'intégrer la 2^{ème} DB avec laquelle il participe à la libération de Paris. Il termine la guerre à Berchtesgaden le 5 mai 1945.



Les volontaires qui arrivent de France par divers moyens sont soumis à l'enquête de la

Patriotic School où les policiers britanniques vérifient l'identité et la motivation des volontaires pour filtrer d'éventuels espions. Le centre de recrutement des Français Libres à Londres est l'*Olympia Hall*, vaste bâtiment qui a servi pour des expositions et des concours hippiques. Grâce aux moyens matériels fournis par le Gouvernement britannique, des camps militaires sont organisés et équipés, notamment à Aldershot, au Sud-Ouest de Londres, avec *Delville Camp* et *Morval Camp*, nommés ainsi en référence aux champs de bataille de la Somme en 1916. Par la suite, la principale base des Forces Françaises Libres est le camp de Camberley.

SE FORMER MILITAIREMENT EN ANGLETERRE : LES CADETS DE LA FRANCE LIBRE, « LE SAINT-CYR DES FFL »

En juillet 1940, le général de Gaulle trouve rassemblés autour de lui près de 200 adolescents âgés de quatorze à seize ans. Pour donner satisfaction à ces volontaires est créée une véritable école militaire. Cette institution prend le nom d'École des Cadets de la France Libre et s'installe à partir de mai 1942 dans le manoir de Ribbesford près de la ville de Bewdley. L'instruction militaire y est assurée par des officiers issus de Saint-Cyr et les Cadets sont équipés à la française grâce aux réserves de tenues bleu sombre laissées derrière eux par les bataillons alpins de Narvik. Au total, 211 officiers sont issus de l'École des Cadets qui a formé cinq promotions : *Libération, Bir-Hakeim, Fezzan-Tunisie, Corse et Savoie, 18 Juin*. Quarante-huit d'entre eux, soit près d'un sur quatre, sont morts pour la France.

Roger Ceugniet : né à Lille en 1921 dans une famille de petits commerçants, Roger Ceugniet est contraint à l'exode. Son père lui conseille de partir seul, à vélo, pour échapper aux troupes allemandes. Réfugié en Angleterre, il obtient un travail dans les services de l'ambassade de France. Pour respecter une promesse faite à son père, il attend d'avoir sa majorité pour s'engager dans les troupes



françaises. Il fait l'École des Cadets de la France Libre et sort aspirant dans la promotion *Corse et Savoie* en 1943. Il se retrouve à Alger puis à Témara où il réussit avec d'autres à se faire engager par Leclerc. Après un retour en Angleterre, il est envoyé en Normandie le 1er août 1944. Grièvement blessé le 10 août 1944 dans son char lors de la bataille d'Alençon, Roger CEUGNIET est évacué vers des hôpitaux américains. Coll. Musée de la Résistance de Bondues

Le père Léon Trentesaux :

né à Tourcoing en 1908 dans une famille de 9 enfants. Il est ordonné prêtre en 1932. Blessé le 24 mai 1940 dans le secteur anglais, il est évacué par Dunkerque. Soigné en Angleterre, il a connaissance de l'appel du général de Gaulle et décide de lui écrire afin de lui proposer ses services. Le père Léon Trentesaux est recruté comme officier et comme aumônier pour encadrer les recrues du camp de Camberley.



Il reçoit de ses parents une lettre de France approuvant totalement son engagement au sein des FFL*. En Angleterre, il côtoie René Cassin et Maurice Schumann qui le sollicite pour écrire et lire des billets à la radio. Aumônier également des Cadets de la France Libre, Léon Trentesaux regagne la France et Paris après le 25 août 1944. On le retrouve à Saint-Germain-en-Laye et Maisons-Laffitte où il s'occupe des volontaires qui veulent rejoindre la 2^{ème} DB. Coll. Famille TRENTESAUX

L'EMPIRE

AU SECOURS DE LA

FRANCE LIBRE

« Mais la France n'est pas seule ... Elle a un vaste Empire derrière elle... », Charles de Gaulle.

UN RALLIEMENT PROGRESSIF À LA FRANCE LIBRE

Convoité par tous les belligérants, l'Empire est divisé entre fidélité à Vichy et adhésion à la France Libre. L'Empire colonial français connaît des ralliements successifs dès 1940. Le plus souvent des personnalités fortes font

basculer ces territoires d'Outre-Mer vers le ralliement.

Félix ÉBOUÉ : gouverneur du Tchad, se met à la disposition du général de Gaulle et proclame le ralliement du Tchad le 26 août 1940. Coll. Musée de l'Ordre de la Libération

Philippe LECLERC DE HAUTECLOCQUE (1902-1947). Ayant pour mission de rallier l'AEF* à la France Libre, il part de Londres le 6 août 1940, pour le Cameroun. Il rallie ce dernier et progressivement tous les pays de l'AEF* à la France Libre sous l'égide de Félix Éboué et du colonel de Larminat.

Edgard DE LARMINAT (1895-1962). Général français et Compagnon de la Libération, il est l'un des premiers militaires français à rejoindre les FFL* en 1940. En août 1940, il organise le ralliement du Moyen-Congo à la France Libre. Coll. Musée de l'Ordre de la Libération.

Le chef Henri NAISSELINE (île de Mahé), premier chef kanak à soutenir officiellement De Gaulle, lance un appel radiophonique aux autres chefs le 16 octobre : « D'un regard clair et avec fierté, les indigènes de la Nouvelle-Calédonie libre, doivent accourir aux côtés du général de Gaulle pour défendre l'honneur du drapeau tricolore qui représente l'esprit de la liberté et de la justice ». Fin novembre 1940, il débarque à Nouméa avec 80 volontaires de l'île de Maré. Ces ralliements débouchent sur la recréation du Bataillon du Pacifique.



Volontaires venus de Nouméa ou de Tahiti faisant route vers le Moyen-Orient. Extrait de l'ouvrage La 1^{ère} DFL, épopée d'une reconquête, 1946.

DEPUIS L'EMPIRE ET L'ÉTRANGER, D'AUTRES ENGAGEMENTS : LES COMITÉS FRANÇAIS LIBRES À L'ÉTRANGER

Formés de bénévoles, ils s'efforcent d'apporter un soutien multiforme à la France Libre dès 1940, comme ceux de Buenos Aires et de Mexico. Le 2 mars 1941, dans un télégramme circulaire adressé à la France Libre à l'étranger, Londres pouvait annoncer les résultats déjà obtenus : «les manifestations se multiplient [...] qui portent tous les Français résidant à l'étranger, et encore libres, à se grouper et à rejoindre les Forces Françaises Libres. Pendant le mois de février, les dons en espèces reçus par le général de Gaulle des divers comités étrangers s'élevèrent à plus de deux millions de francs. Il existe quarante-deux Comités France Libre à l'étranger, l'un des plus importants étant celui de Buenos-Aires dont le bulletin tire à cent dix mille exemplaires ». *Mémoires du général de Gaulle. Tome I, p 337*



Photo de Leclerc à Koufra. © DR

Les engagements individuels depuis l'Empire et l'étranger concernent toutes les catégories, civils ou militaires, inconnus ou célébrités. Parmi ces célébrités de l'époque, Jean Gabin. Après la défaite, il s'exile aux États-Unis d'où il rejoint, non sans difficultés, en 1943, la France Libre. Second maître de marine, c'est pourtant aux commandes d'un char que l'acteur effectue la fin de la campagne de la division Leclerc, de Royan à Berchtesgaden.



Jean GABIN (au centre de la photo) et son équipage devant son char. Coll. Musée Jean GABIN, Mériel.

LES

PRISONNIERS COLONIAUX

ET LE RACISME NAZI

« J'avais été scandalisé de voir un soldat allemand abattre de sang-froid un prisonnier français noir. Ce jour-là, je me suis juré de les [les Allemands] foutre dehors ». Jacques-Yves Mulliez

Hitler considérait dans *Mein Kampf* comme « enjuivée » et « négrifiée » la population française dans son ensemble. Sur les 1 500 000 soldats français capturés en 1940, on compte environ 90 000 Nord-Africains, 15 000 Noirs-Africains, 3 900 Malgaches, 2 400 Indochinois et 3 700 captifs de « race non déterminée » selon la typologie de l'époque.

L'Allemagne nazie n'a jamais accepté que la France fasse combattre des soldats coloniaux sur le sol européen. Devoir combattre des troupes coloniales, être vaincu de fait et ensuite être occupé par ces mêmes troupes, a nourri un fort ressentiment raciste ancré dans l'histoire coloniale européenne que la propagande du III^{ème} Reich exploite. Mais le racisme qu'est le nazisme n'est pas une création *ex nihilo* : « il est l'héritier du racisme européen du XIX^{ème} siècle, qui ne fut ni plus profond, ni plus virulent en Allemagne qu'ailleurs » (Y. Chapoutot)

Dès 1914, le gouvernement allemand émet des protestations relatives à des actes de barbarie perpétrés par des soldats coloniaux. Il s'agit alors de répondre aux accusations de barbarie émises par les Alliés suite à l'invasion de la Belgique puis du Nord de la France. Les mêmes accusations d'actes de barbarie se répètent entre 1918 et 1923 dans les zones sous occupation française. La campagne de presse connue dès 1919 sous le nom de « honte noire » a certainement laissé des

traces dans les esprits des soldats allemands entre mai et juin 1940. Ce souvenir est largement entretenu par la propagande nazie.

Les représentations zoomorphiques des soldats noirs sous formes de primates sanguinaires reprennent tous les codes racistes (et antisémites selon les individus visés). Dans *Mein Kampf*, Hitler qualifie les Noirs de « demi-singes » et la France « d'État africain sur le sol européen » : les soldats noirs représentent alors dans le nazisme une menace militaire, « biologique » (pour la « race ») et « civilisationnelle » (les « sauvages ») à l'Ouest, tout comme le judaïsme et les Slaves sont censés menacer l'Allemagne à l'Est.

Les massacres racistes perpétrés par les troupes allemandes firent entre 1 500 et 3 000 victimes en 1940. Les recherches récentes (en particulier celles de Raffael Scheck) mettent en lumière que le ratio au sein d'un même corps d'armée française entre soldats tués et soldats faits prisonniers par les troupes allemandes est exactement inverse selon l'appartenance « raciale » : une douzaine de prisonniers pour un millier de tués pour les soldats noirs, une douzaine de tués pour un millier de prisonniers pour les soldats métropolitains. Il faut noter que les massacres de prisonniers de guerre par la *Wehrmacht* et des unités de la *Waffen-SS* ne concernent pas que les soldats coloniaux. Le 27 mai 1940 à Paradis dans le Pas-de-Calais, 97 prisonniers britanniques furent assassinés et le lendemain

80 supplémentaires le furent à Wormhout (Esquelbecq) dans le Nord.

Néanmoins, de nombreux soldats coloniaux n'ont pas eu l'opportunité de se rendre ou ont été achevés une fois blessés. Les exécutions sommaires de tirailleurs se comptent alors par dizaines. En Eure-et-Loire, le préfet Jean Moulin refuse de signer un document accusant des soldats africains d'atrocités contre des civils. C'est l'un des premiers actes de résistance de Jean Moulin.

Les services de la propagande allemande ont des instructions précises relatives à la manière de représenter les soldats coloniaux capturés. Il faut souligner la « bestialité » (sic) des prisonniers de couleur et « l'opposition tranchée entre les deux races est primordiale ».



Soldats coloniaux prisonniers de l'armée allemande. Photographies issues d'albums personnels de soldats allemands. Dates et lieux indéterminés, probablement mai-juin 1940 lors de la campagne de France. © Tous droits réservés, collection particulière.

Pour aller plus loin :

Chapoutot Johann et Vigreux Jean (sous la direction de-), *Des soldats noirs face au Reich, les massacres de 1940*, PUF, 2015.

Mabon Armelle, *Prisonniers de guerre « indigènes », visages oubliés de la France occupée*, La Découverte, 2010.

Le Naour, Jean-Yves, *La honte noire, l'Allemagne et les troupes coloniales françaises, 1914-1945*, Hachette, 2003.

AIDER

LES ALLIÉS EN

FRANCE IMMÉDIATEMENT

Les premiers groupes se constituent pour venir en aide aux alliés et « faire quelque chose », sur la base d'initiatives individuelles d'abord isolées, avant de s'étoffer et de prendre contact avec Londres.

L'ÉVASION

Les premiers réseaux d'évasion apparaissent afin d'évacuer les soldats alliés, avant de se spécialiser dans le passage d'aviateurs, de persécutés, ou de volontaires pour la France Libre. Ces réseaux d'évasion s'appuient sur les bonnes volontés locales, qui répondent à leurs demandes spécifiques en hébergement et en ravitaillement.

Eugène D'Hallendre photographie les aviateurs dans des situations banales afin de rendre leurs fausses identités plausibles. Ici, Maurice Wilson pose notamment avec le fils de Valentine Poyart, une voisine des D'Hallendre qui héberge des aviateurs et les rhabille avec les vêtements civils de son époux, prisonnier de guerre. Une autre Madeleinoise, la coiffeuse Jeannine Voglimacci, teint et coiffe les évadés pour transformer leur apparence. Coll. Musée de la Résistance de Bondues



LE RENSEIGNEMENT

Les services de renseignement alliés reprennent dès l'été 40 une méthode expérimentée en 1914-1918 dans les territoires occupés : le recrutement de non-professionnels motivés, possédant une meilleure connaissance de leur environnement, mais plus exposés aux infiltrations et ne bénéficiant pas d'une formation poussée. Jeanne Destombe, agricultrice de Bondues, collecte des informations militaires sur le terrain d'aviation et le fort de Bondues pour le réseau *Voix du Nord*. Son fils Casimir porte ces informations deux fois par mois à leur contact lillois, Madame Parmentier. De ces renseignements résultent 12 bombardements alliés sur le secteur.



Plan du secteur du fort de Bondues par Casimir DESTOMBE. Coll. Musée de la Résistance

LA PRESSE CLANDESTINE

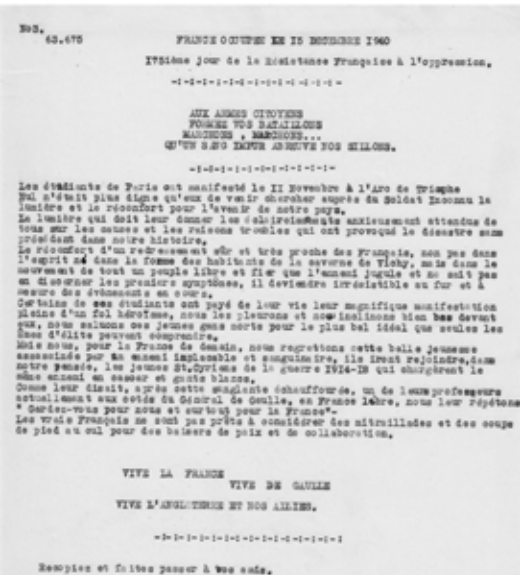
Dès les premiers jours de l'occupation, les résistants sont convaincus, comme en 14-18, de l'importance de la contre-propagande. La presse clandestine devient l'organe de liaison des mouvements, des groupements qui se forment pour mobiliser l'opinion et préparer la libération. Dans le Nord, qui a connu une première expérience d'occupation, les pionniers de la presse clandestine suivent les pas des résistants de la Première Guerre. Jacques-Yves Mulliez publie dès octobre 1940 *Les Petites Ailes*, dont le titre renvoie à *L'Oiseau de France* créé à Roubaix en 1915. C'est dans cette même ville que Jean Lebas publie *L'Homme Libre* (6 numéros), avec l'aide du futur maire de Lille Augustin Laurent. *Les Petites Ailes* (13 numéros) souscrivent à la thèse du « double-jeu » de Pétain, et se distinguent par un ton résolument maréchaliste. De nombreux distributeurs s'en distancient par la suite.

Tract clandestin signé du matricule militaire d'Eugène D'HALLENDRE. Coll. Musée de la Résistance, Bondoues. Les journaux et tracts insistent souvent sur les consignes de sécurité. Les mouvements privilégient au début de l'occupation les actions clandestines et la préparation à la confrontation violente.

L'ENTRÉE DU PCF DANS LE COMBAT RÉSISTANT

L'Allemagne et l'Union soviétique signent le 23 août 1939 un pacte de non-agression approuvé par le Parti Communiste Français (PCF), semant le trouble parmi les militants. Maurice Thorez déserte et rejoint Moscou en septembre. La IIIème Internationale Communiste (IC), et par conséquent le PCF, définissent cette guerre comme essentiellement « impérialiste ». Sont interdits par le gouvernement français *L'Humanité*, la presse communiste dans son ensemble (26 août 1939) et le PCF (26 septembre 1939). Eugen Fried qui représente l'IC (Europe de l'Ouest) réorganise en septembre 1939 la direction clandestine du PCF : il installe deux centres directionnels à Bruxelles et à Paris.

Le 26 avril 1941, un télégramme envoyé par Dimitrov (Secrétaire général de l'IC) témoigne de l'infléchissement de la position de Moscou. L'Internationale Communiste appelle le 1er mai 1941 pour la 1^{ère} fois « les peuples occupés à se libérer ». Le 8 mai 1941, *L'Humanité clandestine* titre « Français, luttiez pour la Libération nationale ». Coll. BNF



LES 4 PILIERS

DE LA RÉSISTANCE

INTÉRIEURE

À partir de 1941, les groupes se structurent en mouvements et réseaux qui perfectionnent leurs modes d'action au contact des services alliés.

LA PRESSE CLANDESTINE

De nombreux journaux clandestins emboîtent le pas aux pionniers qu'ont été *Les Petites Ailes* et *L'Homme Libre*. Ils expriment la diversité des opinions résistantes et sont produits avec des moyens plus ou moins professionnels. *La Voix du Nord*, créée par le policier socialiste Jules Noutour et l'ancien maire démocrate-chrétien Natalis Dumez, se détache comme l'un des journaux ayant le plus fort tirage dans la région. À partir de

janvier 1943, le journal est imprimé de façon professionnelle, et à 15 000 exemplaires. En plus des souscriptions de lecteurs, le journal reçoit alors une aide financière récurrente de Londres. Dans la seconde moitié du conflit, les journaux mettent de plus en plus l'accent sur la notion d'une mobilisation commune pour la libération.

Le discours des journaux communistes comme *L'Enchaîné*, qui ont d'abord mis l'accent sur la notion de lutte anticapitaliste, évolue après la création du mouvement Front National pour l'Indépendance de la France en mai 1941. Il est alors résolument tourné vers l'engagement commun aux côtés des Alliés, au premier rang desquels bien sûr l'allié soviétique.

LE RENSEIGNEMENT

Le renseignement se « professionnalise » avec l'apparition de réseaux très efficaces, comme *Alliance* auquel participe Marie-Madeleine Fourcade.

Elle commande les 3 000 agents du réseau *Alliance* après l'arrestation du précédent chef, Loustanau-Lacau, en 1941.



Coll. Musée de la Résistance de Bondoues

Photo coll. particulière



L'AIDE À L'ÉVASION

Les premiers groupes formés spontanément pour évacuer les alliés sont souvent victimes de démantèlements, qui contraignent leurs membres à intégrer de nouveaux réseaux. On peut ainsi suivre dans la région le parcours d'agents ayant travaillé pour Pat O'Leary, puis Comète et enfin Bordeaux-Loupiac (les trois principaux réseaux actifs en zone rattachée). La mission des réseaux d'évasion est essentielle à la conduite des opérations car la formation des aviateurs est longue et coûteuse.

L'ACTION

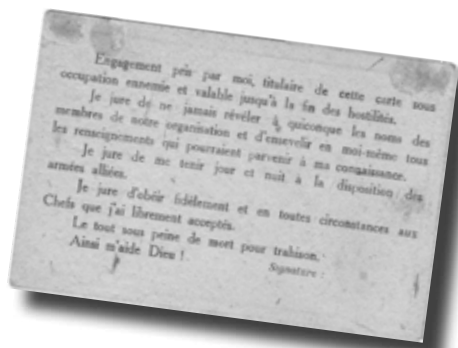
La grève des mineurs de mai-juin 1941 se transforme en actes d'opposition à l'occupant et est durement réprimée (450 arrestations, 244 déportations). Plusieurs petits groupes de communistes du bassin minier (Ferrari, Debarge ...) passent à l'action directe et multiplient les sabotages. Ces groupes s'appuient sur des réseaux de solidarité déjà constitués et une longue habitude de la clandestinité.



Tract d'Eugène D'Hallendre faisant suite à la grève des mineurs. Coll. Musée de la Résistance, Bondues

La branche armée de l'OS (Organisation Spéciale) est transformée en « Francs-Tireurs et partisans français » (FTPF*) avec des équipes spécifiques dont la MOI* (Main d'œuvre immigrée). Après l'attentat du colonel Fabien contre un aspirant de marine allemand à Paris, les attentats commencent à Lille. Le 24 août 1941, deux soldats de la *Wehrmacht** sont tués à Marquette-lez-Lille.

Après s'être concentrés sur les services de renseignement, les Alliés suscitent la création de réseaux d'action tels la POWN* (résistance polonaise), ou encore le réseau *Sylvestre Farmer* du capitaine Michel (Michael Trotobas). Franco-irlandais ayant participé à la bataille de France, Trotobas est parachuté à l'été 1942 pour former des « groupes action » dans le Nord. Il recrute 800 personnes en quelques semaines. En 1943, pour laisser croire aux Allemands l'imminence d'un débarquement, ils multiplient les actions de sabotages : train de marchandises (comme celui transportant le charbon entre Lens et Béthune en février 1943), distilleries, raffineries, entreprises de matériels électriques... Le capitaine Michel prend contact avec le réseau *Voix du Nord* et les FTP* pour armer les mouvements de résistance locaux grâce aux armes parachutées par le SOE* et le BCRA*.



Carte de membre du « WO » Sylvestre-Farmer délivrée après la Libération, avec au dos le serment que devaient prêter les membres du groupe. Coll. Musée de la Résistance de Bondues

UNE RÉSISTANCE

QUI S'ORGANISE ET QUI S'UNIFIE

AUTOUR DU GÉNÉRAL DE GAULLE

« Tout français est dégagé de tout devoir envers le pseudo-gouvernement de Vichy ... dont tous les actes établissent qu'il est dans la dépendance de l'ennemi ». De Gaulle, 16 novembre 1940.

DU MILITAIRE AU POLITIQUE

Le Conseil de Défense de l'Empire (11 juillet 1940-24 septembre 1941) : le 14 juillet 1940, 7 000 Français seulement ont rejoint De Gaulle à Londres. Parmi eux, peu de civils, peu de notables. Le ralliement d'une partie de l'Empire donne aux Français Libres une base territoriale et stratégique plus forte mais aussi une légitimité politique. Du 8 octobre au 17 novembre 1940, De Gaulle est en AEF* où il crée par ordonnance le Conseil de Défense de l'Empire. Par une déclaration organique du 16 novembre 1940, il affirme l'illégalité et l'inconstitutionnalité de l'État français.

De Gaulle assume la plénitude du pouvoir et reste fidèle aux principes républicains : « Les pouvoirs publics seront exercés sur les bases de la législation antérieure au 23 juin 1940 ». Le 6 janvier 1941, le Conseil de Défense de l'Empire est reconnu par le gouvernement britannique, avec effet au 11 juillet 1940.

LA FRANCE LIBRE S'ORGANISE

Au QG de la France Libre à Carlton Gardens se met en place une administration en février 1941 qui compte 96 personnes dans les services civils et 350 personnes dans l'État-Major des 3 armées. La France Libre dispose d'un créneau modeste dans les émissions en français de la BBC*, dont *Honneur et Patrie*.

Maurice Schumann est la voix de la France Libre. Un service de renseignement installé au 10 Duke Street est dirigé par André Dewavrin : le Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA*) qui dépend de Londres pour les transports et la radio.

André Dewavrin (1911-1998) dit Passy est polytechnicien. Il intègre le corps des officiers du génie. Il participe à l'expédition de Norvège sous les ordres du général de Béthouart, débarque le 17 juin 1940 à Brest, mais regagne avec sa division l'Angleterre. Il devient chef des services secrets de la France Libre devenu BCRA à partir de l'été 1942. Il participe à la mission Arquebuse-Brumaire avec Pierre Brossolette et Yéo Thomas du SOE*. Lors de cette mission (25 février au 15 avril 1943), il facilite la coordination des mouvements de résistance de la zone Nord, prépare la création de l'armée secrète et la réunion du Conseil National de la Résistance. En février 1944, il devient chef d'État-Major du général Koening commandant des FFI*.



Le Comité National Français (24 septembre 1941-8 juin 1943) : sur le conseil de Churchill, mais aussi de René Cassin qui a rejoint la France Libre, est mise en place une structure politique pour faire cesser les discussions et les crises, et contrôler ce que certains considère être l'autoritarisme de Charles de Gaulle. Il a un statut comparable à celui d'un gouvernement en exil.

LE RAPPROCHEMENT AVEC LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE : UNE NÉCESSITÉ

Jean Moulin, à Londres du 24 octobre au 31 décembre 1941, fait un rapport sur la situation des mouvements de la zone Sud et propose un plan d'action pour coordonner la Résistance. Gilbert Renault, dit Remy, créateur du réseau de renseignement *Confrérie Notre Dame* fait transporter en Angleterre des responsables résistants dont Christian Pineau syndicaliste socialiste : « il faut affirmer mon général, votre fidélité à la République et à la démocratie ».

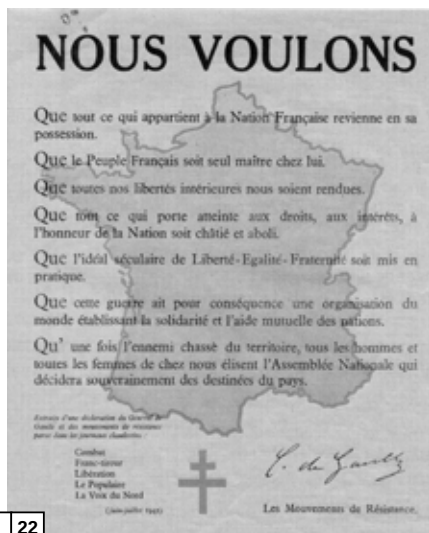
Le 24 avril 1942 est publié « la Déclaration aux mouvements ». Ce texte initiateur du gaullisme politique est une profession de foi démocratique : c'est l'ébauche d'un programme de réformes politiques économiques et sociales à appliquer dès la Libération. Publié dans tous les journaux clandestins, il permet le rattachement des mouvements de Résistance intérieure à la

LA CRÉATION DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE : UN LONG CHEMIN POUR L'UNITÉ

France Libre. Le 14 juillet 1942, la France Libre devient la France Combattante.

Pour la France Combattante, il fallait unifier la Résistance intérieure pour s'insérer dans le dispositif stratégique allié et obtenir des armes et briser les prétentions de Giraud à diriger la Résistance. Globalement, l'objectif est de conforter la légitimité de De Gaulle. Des missions et des émissaires sont envoyés en France occupée. Le 12 mars 1942, Jean Moulin arrive en France occupée avec les pleins pouvoirs pour toute décision en liaison avec Londres. Pour s'imposer face aux mouvements réticents à admettre les représentants des partis et des syndicats dans le conseil, il dispose de moyens financiers (fournitures d'armes et d'agents de liaison avec les Alliés). Son objectif est triple : unifier les forces résistantes, priver les mouvements du monopole représentatif et freiner l'action déployée par le PCF.

Le ralliement des partis est pour De Gaulle une caution démocratique. La première réunion du CNR* a lieu clandestinement à Paris le 27 mai 1943 malgré les nombreux conflits avec des chefs de mouvements. Jean Moulin est désormais président du CNR*, jusqu'à son arrestation lors du guet-apens de Caluire le 21 juin 1943.



Affiche des
mouvements de
Résistance en
France juin/juillet
1942. Coll. DR

BANDE

DESSINÉE ET RÉSISTANCE

Comment rendre compte de l'expérience résistante ? Par le témoignage, l'archive, la poésie, la littérature, le cinéma, la peinture... entre autres. Les auteurs de *La bête est morte* ont refusé de trancher. Cet album en 2 tomes publiés entre septembre 1944 et juin 1945 se nourrit à la source de l'expérience résistante dans la clandestinité et constitue à la fois un acte de résistance et une source de première main sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Si la bande dessinée n'est pas le média à priori incontournable de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de l'engagement résistant en particulier, elle est une corde supplémentaire et à certains égards un apport essentiel à l'écriture et à la transmission de l'histoire de cette période.

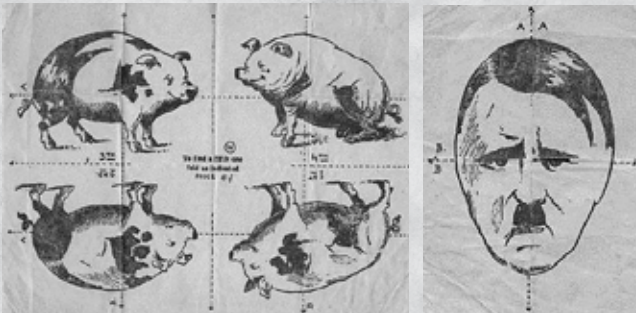
Dès 1942, la bande dessinée est utilisée comme support de la propagande officielle vichyste pour dénoncer les bombardements alliés, par le biais du personnage du « général micro » [Charles de Gaulle]. À l'inverse, la Résistance, dans *Combat* dès janvier 1943, incite les requis du STO à devenir des réfractaires à travers « La mésaventure de Célestin Tournevis », supplément du journal clandestin *Combat*, n°39, janvier 1943. La bande dessinée ne fait que reprendre les codes de la caricature de presse qui exploite le symbolisme animalier pour accentuer les défauts d'un personnage. À titre d'exemple, la Résistance a diffusé un tract britannique de début 1940 représentant quatre cochons, qui une fois plié forme le visage d'Hitler.



Jeu d'enfants ou acte de résistance ?

De même, *La Bête est morte !* est commencé clandestinement durant l'Occupation. Derrière la fable animalière, la bande dessinée (re)construit un discours sur l'unanimité de la nation face à l'occupant. Tous les lapins ou écureuils [les Français] sont résistants. Les collaborateurs sont une chouette (Pétain) et une vipère (Laval). L'unité nationale et l'unanimité affichée de l'engagement sont ainsi soulignées.

Pour la Résistance, le dessin est un moyen privilégié pour se représenter. La faiblesse des moyens techniques à sa disposition et un public souvent peu alphabétisé font du dessin un média accessible. La figure archétypale du maquisard s'impose progressivement. Le maquisard est devenu le héros, le modèle à suivre pour la jeunesse. Ainsi, la bande dessinée pendant et après la guerre, parmi d'autres supports, porte à la fois un discours sur la Résistance par elle-même et un appel à l'engagement : elle se fait alors pédagogue et déjà historienne de sa propre histoire.





Vaillant est une publication issue du *Jeune Patriote* éditée en 1942 par le Comité de la jeunesse du Front national pour la France (Résistance communiste). C'est un journal résistant qui publie jusqu'en 1945 principalement des textes et des bandes dessinées évoquant les mémoires du Colonel Fabien et de Guy Môquet et surtout les exploits du maquis. « Fifi gars du maquis » qui débute en avril 1946 fait écho aux cheminots de *la Bataille du rail* de René Clément sorti en février 1946. Charles Debarge qui est une des figures de la résistance communiste dans le Pas-de-Calais est abattu en septembre 1942. Après-guerre, ses carnets personnels sont adaptés en bande dessinée et publiés dans *Vaillant* en août 1946 : pour que sa « vie glorieuse » serve d'exemple aux lecteurs.



Depuis les années 2000, on observe un renouveau du thème de la Résistance, et plus largement de la Seconde Guerre mondiale à travers la bande dessinée.

Parmi les très nombreuses parutions, parfois de qualité très inégale et pas toujours exploitables dans le cadre du CNRD, on peut signaler la saga en 7 volumes *Il était une fois en France* et particulièrement le tome 4. « Aux armes, citoyens ! »,



une BD de Fabien Nury et Sylvain Vallée chez Glénat (Caractère) publiée en 2010. Cette série reflète les évolutions actuelles du traitement de la Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement de la période de l'Occupation en suivant le parcours de son personnage central Joseph Joanovici ferrailleur juif d'origine russe qui navigue entre collaboration et Résistance pendant toute la guerre. Nous sommes loin des héros univoques de *Vaillant* mais plus près des nuances de la période où les « zones grises » sont nombreuses.

Pour aller plus loin

Traits résistants. *La Résistance dans la bande dessinée de 1944 à nos jours*, sous la direction d'Isabelle Doré-Rivé et de Guy Krivopissko. Édition Libel, 2011, 184 p.

Le Petit Nazi Illustré, Vie et survie du Téméraire, 1943-1944, Pascal Ory (Auteur) Léon Poliakov (Préface), Nautilus, 2001,

La bande dessinée et la Résistance, La Lettre de la Fondation de la Résistance n° 89 - juin 2017 disponible en ligne sur <http://museedelaresistanceenligne.org>

Shoah et Bande dessinée, l'image au service de la mémoire, sous la direction de Didier Pasamonik et Joël Kotek.

PRÉPARER

LE RÉTABLISSEMENT

DE LA LÉGALITÉ RÉPUBLICAINE

Dès 1943, les résistants se projettent dans l'après-guerre pour poser les bases d'une France nouvelle. Chaque tendance de la Résistance défend ses valeurs et ses idées à travers le CNR* qui devient l'instance légitime pour finaliser ce programme et qui appuie le général de Gaulle.

QUI DOIT DIRIGER LA RÉSISTANCE ? GIRAUD OU DE GAULLE

À la suite du débarquement en Afrique du Nord, et l'assassinat de Darlan à Alger le 24 décembre 1942, Giraud est préféré à De Gaulle par Roosevelt et Churchill pour gouverner l'Empire. Les deux généraux s'opposent sur le plan militaire et surtout politique. Giraud est soutenu par l'armée d'Afrique et l'administration de l'Empire. Progressivement De Gaulle s'impose. Il est soutenu par la Résistance intérieure.

Le 3 juin 1943, constitution à Alger du Comité Français de Libération Nationale (3 juin 1943-3 juin 1944) co-présidé par De Gaulle et Giraud : « il dirige l'effort français dans la guerre sous toute ses formes et en tous lieux. Il exerce la souveraineté nationale ». Le CFLN* est reconnu par 37 pays dont l'URSS.

En septembre 1943, le Comité Français de Libération Nationale qui siège à Alger crée l'Assemblée consultative provisoire composée de représentants de la Résistance intérieure et extérieure, de représentants du parlement de 1940 et des conseils généraux d'Algérie et de Corse. Parmi eux, Albert Van Wolput, Roland Farjon, Henri Fenay, Gaston Dassonville, Georges Vankemmel et Fernand Grenier.

En octobre 1943, une ordonnance précise que De Gaulle sera désormais le seul président du CFLN. Le 3 juin 1944, c'est la création du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) dirigé par le général De Gaulle et qui sera reconnu officiellement par les gouvernements alliés en octobre 1944. L'ordonnance du GPRF* du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental prépare la restauration de la République en France.

LE PROGRAMME DU CNR

Le programme du CNR* appelé aussi « Les jours heureux par le CNR » est adopté le 15 mars 1944 et devient à la Libération la référence d'un programme de gouvernement. Il comporte deux grandes parties : un plan d'action immédiate pour libérer le pays et les mesures à appliquer dès la libération du territoire.





Georges Bidault (1899-1983)

Mobilisé sur sa demande, il participe à la bataille de France et est fait prisonnier en juin 1940. Libéré, il s'installe en zone Sud en octobre 1941. Il entre dans la Résistance avec le mouvement Combat à Lyon où, de février à avril 1942, il est rédacteur en chef du journal clandestin Combat. En avril 1942, à initiative de Jean Moulin, il dirige le Bureau d'Information et de Presse (BIP), véritable agence de presse clandestine. Le BIP publie le Bulletin d'Informations générales destiné aux mouvements de Résistance et à Londres.

Au printemps 1943, il entre au comité directeur du mouvement Front national de zone Sud. En mai 1943, il est membre du Conseil National de la Résistance (CNR) à sa fondation. En septembre 1943, il est élu président du CNR* à la suite de la disparition de Jean Moulin.

© DR

LES

COMBATS DES FRANÇAIS

AUX CÔTÉS DES ALLIÉS

L'ENGAGEMENT DES FORCES FRANÇAISES LIBRES DANS L'EMPIRE

Principalement formées de volontaires venus de partout, refusant la défaite et la honte de l'armistice, les forces disparates des *Free French* ont mené des combats décisifs et glorieux.

DES COMBATS DÉCISIFS

Koufra (Libye) : 1^{er} mars 1941. Après l'échec du débarquement à Dakar, De Gaulle charge le colonel Leclerc, commandant militaire du Tchad, d'envahir la Libye tenue par les Italiens. Il forme une unité de 6 000 hommes, dont 500 Européens, à partir du RTST (Régiment de Tirailleurs Sénégalais du Tchad) * : d'abord « Colonne du Tchad », elle devient « Colonne Leclerc ». 402 hommes, dont 300 Saras du Tchad, remportent la première victoire purement française sur les Italiens, après une expédition audacieuse de 1 150 km depuis Faya-Largeau. La France a repris sa place au combat. Leclerc fait alors le serment « de ne déposer les armes que lorsque les couleurs flotteront sur la cathédrale de Strasbourg ».



Un timbre de la série coloniale intitulée « du Tchad au Rhin » émise en 1946, est consacré aux troupes du Tchad et à la prise de Koufra.

Bir Hakeim (Libye) : 27 mai - 11 juin 1942. Sous les ordres du général Koening, 3 723 soldats de la 1^{ère} BFL (Brigade Française Libre) dont 605 volontaires formant le Bataillon du Pacifique, ont tenu tête à 37 000 soldats de l'Axe et permis de retarder la progression de Rommel à la bataille de Bir Hakeim. Pour la première fois depuis juin 1940, des troupes françaises ont affronté des troupes allemandes. Cette bataille « [...] est la preuve que l'âme de la France réelle est invincible [...] » selon Maurice Schumann, le 5 juin 1942.

LA « COLONNE LECLERC » PUIS LA 2^{ÈME} DB (DIVISION BLINDÉE)

Engagé dans les FFL* depuis juillet 1940, Jean-Pierre Michaux participe à la campagne du Fezzan conquis entre le 22 décembre 1942 et le 26 janvier 1943.

12 février 1943 : la « Colonne Leclerc » devient la « Force L » et participe à la campagne de Tunisie. Cette « Force L » devient la « 2^{ème} DFL » (Division Française Libre) le 16 juin 1943. Grâce à ses succès, Leclerc obtient la transformation de la 2^{ème} DFL en Division Blindée, armée par les États-Unis, fondée le 24 août 1943 à Témara (Maroc). Elle compte 14 490 hommes à son départ en Angleterre en amalgamant des unités diverses, comme « La Colonne volante », des déserteurs de l'Armée d'Afrique et une équipe d'ambulancières, les « Rochambelles ».



Les « Rochambelles », volontaires féminines, assurent les premiers soins d'urgence.

Les FFL*, victorieux en Afrique, ont obtenu la considération et l'aide des Alliés. Patriotes ardents, ils participent aux batailles de libération du territoire, redonnant ainsi espoir aux Français et une place à la France parmi les vainqueurs.

LES

COMBATS DES FRANÇAIS

AUX CÔTÉS DES ALLIÉS

APRÈS NOVEMBRE 1942 : L'ARMÉE FRANÇAISE AUX CÔTÉS DES ALLIÉS

« La gloire des Armées françaises a été une fois de plus manifestée au monde », général Alexander commandant en chef des troupes alliées en Italie (Mai 1944).

QU'EST-CE QUE L'ARMÉE D'AFRIQUE ?

Selon les conditions de l'armistice, l'armée française est réduite à 100 000 hommes et est chargée de défendre l'Empire contre toute agression (articles 4 et 8). Il y eut peu de ralliement d'officiers de carrière au général de Gaulle. Ceci s'explique par une tradition d'obéissance au pouvoir légal et une anglophobie accentuée par Mers el-Kébir le 3 juillet 1940. Le général Weygand, commandant en chef des forces terrestres et aériennes stationnées en Afrique, est néanmoins hostile à la collaboration militaire avec l'Allemagne. Il s'efforce de transférer en Afrique du Nord le maximum de troupes et renforce les armements et les stocks qu'il soustrait au contrôle des commissions d'armistice. En 1942, on compte 127 000 hommes en Afrique du Nord et 56 000 hommes en Afrique de l'Ouest.

L'OPÉRATION TORCH (8 NOVEMBRE 1942) ...

... est décidée en juillet 1942 par Roosevelt et Churchill. 107 000 soldats anglo-américains se présentent devant Casablanca, Alger et Oran. Le général Noguès, résident général au Maroc, donne l'ordre de les combattre,

sauf à Alger où des résistants s'interposent. Le 11 novembre, l'armistice de Fédala met fin aux combats. L'Afrique du Nord devient la plate-forme pour les futurs débarquements, et l'Armée d'Afrique habillée, équipée et armée par les Américains, entre dans la guerre aux côtés des Alliés. Le général Giraud, à la suite de la conférence d'Anfa, dirige l'ensemble des forces françaises. Les unités professionnelles, renforcées par des engagés, participent désormais aux combats.

LES BATAILLES DE LA DÉLIVRANCE

La campagne de Tunisie (20 novembre 1942 - 12 mai 1943) : les 13 000 hommes de la Force L combattent à côté des 75 000 hommes de l'armée d'Afrique commandée par le général Juin au sein de la coalition anglo-américaine. Les troupes françaises jouent un rôle capital dans la victoire qui donne aux Alliés la totale possession des rives africaines de la Méditerranée.

La Libération de la Corse (8 septembre - 4 octobre 1943) : elle est occupée par 80 000 Italiens renforcés par 12 000 Allemands. Décidée par Giraud, l'insurrection est lancée le 8 septembre par les résistants de l'intérieur (Front national) appuyés par des troupes débarquées (par le sous-marin *Casabianca*). C'est le premier département métropolitain libéré.

La Campagne d'Italie (novembre 1943 - juin 1944) : le Corps expéditionnaire français est composé d'unités issues des FFL* et de l'Armée d'Afrique désormais regroupées depuis le 1^{er} août 1943 sous le commandement du général Juin.

Ces troupes remportent des succès décisifs. En août 1944, elle compte 268 000 hommes dont 56% de troupes « indigènes capables de franchir rapidement des terrains réputés infranchissables avec leurs armes lourdes chargées sur des mulets » selon le rapport du Général allemand Kesselring du 29 mars 1944.



Alphonse Juin (1888-1967), né à Bône en Algérie, Saint-Cyrien, brillante carrière en 14-18 dans des régiments marocains. Il commande le 15^{ème} régiment d'infanterie motorisée lors de la campagne de France. Fait prisonnier le 19 mai, il est libéré à la demande de Vichy. Il est envoyé en Afrique du Nord pour succéder à Weygand, commandant en chef des forces d'Afrique du Nord, et se rallie aux Américains lors du débarquement. Commandant les forces françaises en Tunisie, il est nommé par De Gaulle chef du Corps Expéditionnaire Français en Italie. Il participe ensuite au débarquement en Provence. Il est promu Maréchal de France en 1952. © DR



Édouard Pick, né à Tourcoing le 4 juillet 1922, est victime des mesures antisémites à sa sortie des chantiers de jeunesse. Il quitte la France le 12 février 1943. Emprisonné en Espagne, dans le sinistre camp de Miranda, il est échangé contre des marchandises (phosphate ou blé) et dirigé vers l'Afrique du Nord. Après une traversée des casernes « pétainistes », il réussit à s'engager dans la 1^{ère} DFL, le 11 décembre 1943 à Tunis. Il participe à la campagne d'Italie et à la campagne de France sous les ordres du général Brosset.

Edouard PICK et ses camarades à Naples en août 1944, avant le départ pour la Provence. Coll. Musée de la Résistance de Bondues

LES

COMBATS DE

LA LIBÉRATION

« Je vous promets que nous continuerons la guerre jusqu'à ce que la souveraineté de chaque pouce de territoire français soit rétablie. [...] Nous combattons aux côtés des Alliés, avec les Alliés, comme un allié. Et la victoire que nous remporterons sera la victoire de la liberté et la victoire de la France. » De Gaulle, discours de Bayeux le 14 juin 1944

LES QUELQUES FRANÇAIS DU DÉBARQUEMENT EN NORMANDIE

Le débarquement de Normandie est une opération principalement anglo-américaine, seuls quelques Français y participent. Des SAS* français, dont le cambrésien Francis Nicol, ont été parachutés au début des opérations afin de prendre contact avec les maquis bretons et de fixer les troupes allemandes des environs susceptibles de se jeter dans la bataille de Normandie. Quelques pilotes français des FAFL* fournissent un appui aérien aux troupes, sous commandement de la RAF*. Débarqués sur *Sword Beach*, les 177 hommes du commando Kieffer ont pour mission de renforcer les parachutistes britanniques qui ont pris le « Pegasus bridge » de Bénouville. Dirigés ensuite sur Paris, ils compteront, à l'issue des combats, seulement 27 survivants...

Le 1^{er} août 1944, la 2^{ème} DB débarque à son tour en Normandie et rejoint les Alliés.

LE DÉBARQUEMENT EN PROVENCE

L'Armée B, composée en Afrique du Nord dès 1943, regroupe 250 000 soldats issus principalement d'unités de l'armée

d'Afrique comme la 3^{ème} Division d'Infanterie Algérienne, ainsi que d'unités des FFL* comme la 1^{ère} DB. Équipés et entraînés par les Américains, les hommes de De Lattre De Tassigny débarquent en Provence le 15 août 1944, pour libérer Toulon (23 août), Marseille (29 août) puis Lyon (3 septembre). L'armée B est composée à 48% d'engagés originaires du Maghreb (Algérie majoritairement), et de 32% de « Pieds-Noirs », ainsi que de 10% d'engagés d'Afrique « noire ». Elle compte également 5 000 auxiliaires féminines.

PARIS LIBÉRÉE

Entre le 19 et le 25 août, les FFI* parisiens mènent une insurrection organisée par Henri Rol-Tanguy et le général Koenig. Celle-ci doit permettre à De Gaulle de mettre en avant l'idée d'une libération par le peuple parisien. En effet les Alliés, considérant que Paris ne présente pas d'intérêt stratégique, se hâtent vers l'Est. C'est initialement contre leur avis que Leclerc y engage sa 2^{ème} DB, puis Eisenhower donne finalement son accord. Le 26 août, le général de Gaulle descend symboliquement les Champs-Élysées.



Parce que « l'Espagne [était sa] mère, et la France [sa] fiancée », Amado Granell, s'engage dans *La Nueve*, compagnie de la 2^{ème} DB composée majoritairement d'anciens combattants républicains espagnols.

La Nueve vient se poster en renfort aux FFI devant l'Hôtel de Ville de Paris.

Granell est le premier officier allié à y être reçu.

L'AIDE DES FFI DANS LE NORD

Les Britanniques entrent à Douai le 1^{er} septembre au matin, Cambrai et Valenciennes sont libérées le 2. Les Alliés contournent Lille pour atteindre le plus rapidement possible Gand, Bruxelles et Anvers. Les responsables de la Résistance nordiste peuvent désormais agir en plein jour. Le 5 septembre au soir 95% du territoire du Nord-Pas-de-Calais et la majeure partie de la Belgique sont libérés. Les Résistants aident à la progression des Alliés en gardant plusieurs milliers de soldats faits prisonniers et en résorbant les positions encore tenues par les Allemands.

LES MAQUIS DU NORD

La zone rattachée, de par son relief et la présence importante de troupes d'occupation, se prête peu à l'installation de maquis. Quelques-uns se développent dans les campagnes ou les rares zones boisées. Dans la forêt de Mormal, un maquis de 70 membres (réfractaires au STO*, prisonniers soviétiques évadés, FTPF* dont des membres de la MOI* et membres de l'OCM*), mène une bataille sanglante contre 1 200 soldats allemands le 16 août 1944. Le maquis est totalement démantelé et perd la moitié de ses effectifs. À Mazinghien, un groupe de 250 hommes commet des sabotages au printemps et à l'été 1944 mais il paie également un lourd tribut. C'est notamment à ce maquis qu'était affilié le plus jeune fusillé de France, Franck Bourreau, 13 ans.



Soldats allemands faits prisonniers à Lille. Photo coll. Norbert Liénard

Côté français le bilan est lourd : environ 500 FFI* sont tués entre le 1^{er} et le 5 septembre. En effet, face aux unités d'élite allemandes et aux colonnes blindées de la *Waffen SS** rattrapées dans leur retraite, les FFI* et les volontaires sont faiblement armés, sans réelle coordination, ni encadrement. Les accrochages les plus importants ont lieu dans le bassin minier et l'agglomération lilloise.

AUTOUR

DE L’AFFICHE ROUGE ET DE L’ENGAGEMENT

FTP-MOI EXPLOITER DIVERS SUPPORTS DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DU CNRD

L’Affiche rouge et plus largement l’engagement du groupe Manouchian dans le cadre des FTP-MOI n’est pas un support nouveau. Il nous a semblé intéressant de profiter de ce livret pour proposer un rappel des divers supports possibles pour aborder cette question. En effet, si aborder les thèmes du CNRD avec les élèves peut être l’occasion de travailler de façon interdisciplinaire, il est possible de diversifier les supports sans pour autant négliger le poème d’Aragon et son interprétation par Léo Ferré.

Les mémoires de Mélinée Manouchian, son épouse, permettent de cerner l’homme et de mieux comprendre les motivations de cet orphelin rescapé du génocide arménien, réfugié en France en 1925, ouvrier et militant communiste, journaliste et poète autodidacte, résistant à partir de 1941 et figure emblématique de la lutte armée contre l’Occupant. On y trouve entre autres ce poème de Paul Eluard :

Légion (poème sur l’Affiche rouge)

Si j’ai le droit de dire en français aujourd’hui
Ma peine et mon espoir, ma colère et ma joie
Si rien ne s’est voilé définitivement
De notre rêve immense et de notre sagesse

C’est que des étrangers comme on les nomme
encore

Croyaient à la justice ici-bas et concrète
Ils avaient dans leur sang le sang de leurs
semblables

Ces étrangers savaient qu’elle était leur patrie

La liberté d’un peuple oriente tous les peuples
Un innocent aux fers enchaîne tous les hommes
Et qui se refuse à son cœur sait sa loi
Il faut vaincre le gouffre et vaincre la vermine

Ces étrangers d’ici qui choisirent le feu
Leurs portraits sur les murs sont vivants pour
toujours

Un soleil de mémoire éclaire leur beauté
Ils ont tué pour vivre ils ont crié vengeance.

Leur vie tuait la mort au cœur d’un miroir fixe
Le seul vœu de justice a pour écho la vie
Et lorsqu’on n’entendra que cette voix sur terre
Lorsqu’on ne tuera plus ils seront bien vengés.

Et ce sera justice.

Paul Éluard

Il est également possible, avec certaines précautions, de travailler sur les documents d’archives disponibles. À l’occasion du simulacre de procès et de l’exécution des 23 membres du groupe, la fameuse affiche de « l’Armée du crime » placardée à près de 15 000 exemplaire s’accompagne d’une



brochure de 14 pages largement illustrées de photographies et de textes violemment antisémites et xénophobes. Cette brochure est disponible en version numérique sur le site du musée de la Résistance de Bondues. La propagande vichyste y amalgame « le maquis contre la Nation » responsable du « marché noir » aux mains des « juifs étrangers » et du banditisme...

« Et le crime est juif, et le crime est étranger. Et le crime est au service du judaïsme, de la haine juive, du sadisme juif comme la guerre est au service du judaïsme, du capitalisme, et du bolchevisme juif ».

Le cinéma est également un support possible. Si *L'Armée du crime* réalisé par Robert Guédiguian, sorti en 2009, n'a pas manqué de susciter un certain nombre de critiques sur le fond et parfois la forme, il n'en reste pas moins un film de qualité (mais en aucun cas un documentaire réalisé par des historiens) et doit être abordé avec le même esprit critique que tout autre support. Une proposition d'exploitation pédagogique en 3^{ème} est proposée sur le site de l'Académie de Poitiers.

L'affiche rouge est conçue par ses auteurs comme une planche de bande dessinée : les visages sont placés dans des bulles comme dans certains albums pour présenter les personnages. Son traitement en classe par la bande dessinée est donc cohérent. L'album



de bande dessinée *Vivre à en Mourir*, de Laurent Galandon et Jeanne Puchol chez Le Lombard - 2014, retrace le parcours de Marcel Rayman (ou Rajman), membre du groupe Manouchian et exécuté le 21 février 1944. Les auteurs, dont le récit est très documenté, s'interrogent à travers cet album sur l'évolution des formes de l'engagement de ce jeune militant communiste qui devient un des membres les plus actifs de la lutte armée contre l'Occupant. Au fil de l'album, on retrouve également de nombreuses affiches de propagande qui font écho à « l'Affiche rouge » et permettent d'aborder le contexte de l'Occupation. Dans cet extrait, la bande dessinée évoque directement la brochure citée précédemment.



Puchol Jeanne et Galandon Laurent, *Vivre à en mourir*, Le Lombard, 2014.

Manouchian Mélinée, Manouchian, *Les éditeurs français réunis*, 1974.



LES

COMBATS DE

LA LIBÉRATION

LA POURSUITE DES COMBATS AUX CÔTÉS DES ALLIÉS

« Si l'avenir s'ouvrait devant la France, c'est parce que les soldats de la Première Armée Française avaient combattu », général de Gaulle, *Mémoires de Guerre*.

CRÉATION ET PROGRESSION DE LA PREMIÈRE ARMÉE FRANÇAISE

Le 23 septembre 1944, l'Armée B fusionne avec les 137 000 FFI*, maquis, groupes de résistants et jeunes recrues enrôlées dans les régions libérées. C'est « l'heureux amalgame de l'armée d'armistice », réalisé par le général De Lattre. Le but officiel est de faire une armée à l'image de toute la France. De fait, l'amalgame doit aussi rajeunir des soldats éprouvés par la campagne d'Italie, et « blanchir » (sic) une armée qui ne convient pas à l'Amérique ségrégationniste car en

partie composée de troupes issues d'Afrique. Le 25 septembre 1944, l'Armée B obtient son autonomie tactique et une fonction d'égalité avec la VII^e Armée US, sous le nom de Première Armée Française. Elle doit son surnom de « Rhin et Danube » à ses victoires entre le 31 mars 1945 et le 26 avril 1945.

Le 12 septembre 1944, la jonction est faite en Côte d'Or entre l'Armée B du général De Lattre de Tassigny et les soldats de la 2^{ème} DB du général Leclerc débarqués de Normandie avec le général Patton.

Le 21 novembre 1944, le Rhin est atteint avec la prise de Belfort, puis Strasbourg est libérée par Leclerc le 26 janvier 1945. Puis, c'est au tour de Colmar libérée par De Lattre et la Première Armée le 2 février 1945. Le 15 mars 1945, en tête de la 1^{ère} Armée Française, la 3^{ème} DIA traverse la frontière franco-allemande pour la première fois puis le 31 mars 1945, elle franchit le Rhin par surprise dans la région de Spire. Le 21 avril 1945, Stuttgart est prise par la 3^{ème} DIA, puis le 24 avril 1945, Ulm sur le Danube est conquise par le général De Lattre. Enfin, le 9 mai 1945, le général De Lattre de Tassigny représente la France à la signature de la capitulation allemande à Berlin.



Le passage du Rhin,
Paris Match n°149,
26 janvier 1952

DEUX RÉSISTANTS « RHIN ET DANUBE »



Pierre De La Fouchardière FFL, 2^{ème} DB avec le général Leclerc

20 ans en mai 1940, Pierre De La Fouchardière vit à Poitiers. Il intègre les FFL*, à Londres dès octobre 1941. Il rejoint Leclerc en Libye dans les rangs du 501^{ème} Régiment de Chars de Combat, l'un des trois régiments de chars de la future 2^{ème} DB. Débarquant à *Utah Beach* puis participant à la libération de Paris, le 25 août 1944, il commande un peloton de chars légers chargé de la protection de Leclerc. Le 25 novembre 1944, il marche sur Strasbourg. Sa division part en appui des Américains pour la bataille des Ardennes. Son char « Chemin des Dames » reçoit un obus à Colmar. Blessé, la guerre s'arrête là pour lui. Il décède le 10 octobre 2011 à Marcq-en-Barœul. Photo prise à Wolfskirchen en Alsace en 1945. Coll. Musée de la Résistance de Bondues



Jacques Desbonnet, 3^{ème} DIA* avec le général de Monsabert

17 ans en mai 1940, Jacques Desbonnet vit à Douai. Il rejoint l'OCM* puis le réseau *Voix du Nord* en 1941. Il participe, auprès du Capitaine Salomé, à la collecte de renseignements pour les Alliés, puis à l'expatriation des incorporés de force, les « Malgré-nous » en garnison à Douai. Début 1945, la classe 43 est appelée sous les drapeaux. Jacques Desbonnet est affecté à la 3^{ème} DIA* du général De Monsabert. Il participe à la trouée de Wissembourg, avec l'aide de la 14^{ème} DB américaine. Il traverse le Rhin à Spire et le 21 avril, participe à la prise de Stuttgart et apprend le suicide d'Hitler et la capitulation allemande en Forêt Noire. Coll. privée Jacques DESBONNET

UNE

FRANCE LIBÉRÉE,

UNE RÉPUBLIQUE RÉGÉNÉRÉE

Ordonnance du 10 janvier 1944 du CFLN* prise à Alger : « Prendre les mesures propres à assurer la sécurité des armées françaises et alliées. Pourvoir à l'administration du territoire. Rétablir la légalité républicaine. Satisfaire les besoins de la population ».

PRÉPARER LE TRANSFERT DE SOUVERAINETÉ

Le CFLN* a pris la mesure des risques politiques encourus lors de la libération du territoire : le chaos consécutif à l'effondrement du régime de Vichy, le risque de mise sous tutelle par L'AMGOT (*Allied Military Government of Occupied Territories*) comme en Italie et une possible insurrection communiste.

Pour éviter la carence du pouvoir et éviter de tomber sous la coupe des Alliés, on assiste à la création des comités départementaux de libération décidée à Londres dès l'été 1943. Ils sont destinés à remplacer dans les départements et les régions les hauts fonctionnaires de Vichy. Francis-Louis Closos est envoyé en France pour s'assurer de leur installation. Ils sont composés des principaux responsables des mouvements. Dans le Nord : *Voix du Nord*, OCM, Front national, CGT. Le Président est Jean Catrice, membre de *Voix du Nord*, puis Augustin Laurent. Dans le Pas de Calais : Maurice Bouchery puis Gaston Dassonville.



Francis-Louis Closos (1910-1998), haut fonctionnaire, mobilisé à New-York, il rallie la France Libre en septembre 1940. Il s'investit dans l'organisation administrative à Londres. Il effectue 3 missions en France : il est chargé du contact avec les mouvements de résistance, puis de la mise en place des Comités départementaux de Libération. Il est nommé en septembre 1944 Commissaire régional de la République dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. © Musée de l'Ordre de la Libération

LA GUERRE CIVILE N' AURA PAS LIEU

Pour éviter une insurrection nationale, De Gaulle réussit à contrôler les forces clandestines. La création des FFI*, le 23 décembre 1943, permet de regrouper l'Armée secrète et les FTP*. Ils sont rejoints par l'Organisation de Résistance de l'Armée du général Revers en février 1944. Seul le Front national garde son autonomie. Les FFI* sont commandés par le général Koenig. La création des DMR (Délégués militaires régionaux) permet de contrôler et d'organiser la résistance militaire en fonction des plans établis par les services secrets (BCRA* associé au SOE*) : Plan vert (coupure des voies ferrées), Plan violet (coupure des télécommunications) et Plan Tortue (ralentir ou bloquer l'acheminement des troupes allemandes).

Il faut également contrôler l'épuration. En effet, dès le départ des troupes d'occupation, la population se livre parfois spontanément à des violences hors de tout jugement et cadre légal. 8 000 à 9 000 français sont exécutés sommairement et 20 000 femmes accusées de relations intimes avec l'ennemi sont violentées et tondues. Une épuration légale est mise en place. Les dossiers politiques sont confiés aux CDL, les dossiers professionnels aux syndicats. Les accusés sont mis à l'abri dans des camps en attendant leur procès (4 000 personnes dans le Nord, 2 000 dans le Pas-de-Calais). Les procès des dignitaires (Pétain, Laval) se déroulent à Paris.

L'unité nationale implique également d'intégrer les communistes dans le gouvernement provisoire de la République française : De Gaulle amnistie Maurice Thorez qui rentre en France en novembre 1944. Les milices patriotiques sont supprimées et Thorez entre au gouvernement provisoire comme Ministre de la fonction publique.

LES RÉFORMES PROMISES ET INSCRITES DANS LE PROGRAMME DU CNR* SONT MISES EN PLACE PAR LE GPRF*

- Le Droit de vote aux femmes (21 avril 1944)
- les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes.
- Un programme de nationalisations des entreprises et la mise en place de la planification.
- La création de la Sécurité Sociale.

FRAGILITÉS ET MENACES

La France a certes « retrouvé son rang », une zone d'occupation en Allemagne, un siège au Conseil de sécurité à l'ONU. Mais de nombreuses difficultés subsistent : des difficultés dans l'Empire malgré le discours de Brazzaville (30 janvier 1944) qui propose un programme de réformes. La guerre a stimulé l'éveil ou la poussée des nationalismes (révolte de Sétif en mai 1945). Par ailleurs, les difficultés de la mise en place de la IV^{ème} République dont les institutions sont dénoncées par De Gaulle qui démissionne le 20 janvier 1946, s'ajoutent aux difficultés du ravitaillement et de la reconstruction.

LEXIQUE

Allied Military Government of Occupied Territories (AMGOT) : Gouvernement militaire allié des territoires occupés. Administration des territoires libérés par des officiers et des administrateurs américains pour les affaires courantes et parfois certaines fonctions régaliennes (émission de billets de banque). Une administration française avait été prévue par le GPRF pour remplacer, dès la Libération, celle de Vichy. Ainsi la France ne connaîtra pas l'AMGOT.

Armée d'Afrique : composée d'unités européennes et Nord-africaines, l'Armée d'Afrique a pour mission avant-guerre de protéger les territoires coloniaux. Réduite à 110 000 hommes après l'armistice et commandée par le général Weygand, elle reste majoritairement fidèle au régime de Vichy et s'oppose aux Anglo-saxons en Afrique du Nord. L'amalgame avec les Forces Françaises Libres en août 1943 donne naissance à l'armée française de la Libération.

AEF : Afrique-Équatoriale française, gouvernement général regroupant les quatre colonies françaises d'Afrique centrale (de l'actuel Tchad à l'actuel Gabon) à partir de 1910.

BBC : *British Broadcasting Corporation*, service public de radiodiffusion britannique.

BCRA : Bureau central de renseignement et d'action. Le BCRA est créé le juillet 1940 par le capitaine André Dewavrin (Passy) et constitue sous diverses appellations (dont service de renseignement (SR)) un service de renseignement, de contre-espionnage et d'action paramilitaire au service de la France Libre en liaison avec ses homologues britanniques.

Blitzkrieg : mot allemand signifiant « guerre éclair » qui consiste en l'utilisation combinée de l'aviation et des blindés pour permettre de rompre rapidement le front ennemi. Cette

« guerre éclair » est mise à l'œuvre en mai juin 1940 par la *Wehrmacht*.

Comité Français de la Libération Nationale (CFLN) : né le 3 juin 1943 à Alger du rapprochement de la France Libre et du pouvoir français exercé en Afrique du Nord par le général Giraud. Pouvoir central, il dirige l'effort français dans la guerre et exerce la souveraineté française sur tous les territoires placés hors du pouvoir de l'ennemi.

Conseil National de la Résistance (CNR) : créé le 27 mai 1943, il rassemble sous la présidence de Jean Moulin huit mouvements de résistance, six partis politiques et deux organisations syndicales. Présidé par Georges Bidault après l'arrestation de Jean Moulin en juin 1943, le CNR élabore un programme très empreint de rénovation sociale (15 mars 1944).

DIA : Division d'infanterie algérienne (DIA). Division d'infanterie de l'armée d'Afrique qui participa à la Seconde Guerre mondiale. La 3^e DIA participe aux campagnes de Tunisie, d'Italie, débarque en Provence puis participe aux campagnes de France et d'Allemagne.

Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) : regroupement (opéré en février 1944) des diverses formations paramilitaires de la Résistance en France occupée sous la direction du général Kœnig reconnu par les Alliés. Après le 6 juin 1944, les FFI apportent, par leur connaissance du terrain, une aide précieuse aux troupes alliées dans leur progression. En septembre 1944, les FFI sont intégrées dans l'armée française.

France Libre : appellation lancée par le général de Gaulle le 29 août 1940. Elle désigne la Résistance extérieure qui s'organise derrière l'Homme du 18 juin. D'abord entité militaire, la France Libre se dote d'une assise territoriale, grâce au ralliement de territoires de l'Empire, et d'institutions politiques qui permettent à de

Gaule de s'imposer comme l'incarnation de la France au combat.

Francs-tireurs et partisans français (FTPF) : mouvement de résistance armée créé en France en 1942 par la direction du Parti communiste français en regroupant des organisations paramilitaires (Organisation Spéciales, Jeunesses communistes, MOI). En 1944, les FTP sont rattachés aux FFI.

FTP-MOI : Francs-Tireurs et Partisans - Main d'Œuvre Immigrée.

FAFL : voir FFL

Forces Françaises Libres (FFL) : forces formées par le général de Gaulle au cours de l'été 1940 à partir des premières unités rapatriées depuis Narvik et complétées par les ralliements ultérieurs, ainsi que les civils et les militaires qui ont réussi à parvenir en Angleterre. Les FFL possèdent une marine, les Forces Navales Françaises Libres (FNFL) et une aviation, les Forces Aériennes Françaises Libres (FAFL). Les FFL, fortes de 60 000 combattants en 1943, fusionnent avec l'Armée d'Afrique pour former l'armée de la Libération.

Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) : institué et présidé à partir du 3 juin 1944 par le général de Gaulle.

Organisation civile et militaire (OCM) : mouvement de la Résistance le mieux structuré et le plus largement implanté dans le Nord-Pas-de-Calais. Il s'y installe à partir de 1942, à l'initiative de l'industriel Roland Farjon. Le mouvement recrute chez les notables et des membres des classes moyennes.

POWN : organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (en polonais : *Polska Organizacja Walki o Niepodległość* - POWN). Mouvement de résistance polonais créé en France en septembre 1941.

Réseaux de résistance : organisations militaires clandestines créées en vue d'objectifs précis (faciliter l'évasion de soldats

alliés, effectuer des sabotages, obtenir des renseignements...) à partir de l'été 1940.

RAF : *Royal Air Force*, l'armée de l'air britannique.

RTST : Régiment de Tirailleurs Sénégalais du Tchad.

SAS : le *Special Air Service (SAS)* est une unité de forces spéciales des forces armées britanniques chargée de mener des opérations militaires derrière les lignes ennemies à partir de 1941.

SOE : *Special Operations Executive (SOE)*, «Direction des opérations spéciales», service créé à l'été 1940 par les britanniques pour encourager à la lutte armée dans les pays européens occupés par l'Allemagne nazie.

Service du travail obligatoire (STO) : mesure prise en février 1943 par le gouvernement de Vichy qui astreint, par tranches d'âge successives, les jeunes Français nés entre 1920 et 1922 au travail obligatoire en Allemagne. Très impopulaire, le STO a provoqué une hostilité croissante de l'opinion publique entraînant une partie des réfractaires à s'engager dans la Résistance, en particulier au sein des maquis.

Waffen SS : abréviation de *Schutzstaffel*, échelon de protection. À l'origine, il s'agit de la garde personnelle d'Hitler. Placés sous le commandement d'Hitler en 1929, les SS sont entre autres chargés de l'univers concentrationnaire, mais participent aux combats sur différents fronts.

Wehrmacht : armée allemande sous le III^{ème} Reich. Elle se compose de l'armée de terre (*Heer*), de la marine de guerre (*Kriegsmarine*) et de l'armée de l'air (*Luftwaffe*).

Zone interdite : zone très vaste située à l'intérieur de la zone occupée et comprenant douze départements.



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES DISPONIBLES AU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE DE BONDUES

LA GRANDE GUERRE

- DEBRUYNE Emmanuel et PATERNOSTRE Jehanne, *La Résistance au quotidien 1914-1918*, Bruxelles Racine, 2009.
- DEBRUYNE Emmanuel et VAN YPERSELE Laurence, *Je serai fusillé demain 1914-1918 : les dernières lettres des patriotes belges et français fusillés par l'occupant*, Bruxelles, Racine, 2011.
- DE FORGE Henri, MAUCLERE Jean, *Feuilles françaises dans la tourmente*, Editions Berger-Levrault, 1932.
- GODINOT-PUVION, *Sous le brassard rouge : déportations et travaux forcés dans le Nord envahi (1916-19918)*, Lille, UNPCG, 1954.
- GOUTARD A., *La Marne, victoire inexploitée*, Robert Laffont, 1968.
- LE MANER Yves, *La Grande Guerre dans le Nord-Pas de Calais*, Editions La Voix, 2014.

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

- Larousse de la Seconde Guerre Mondiale*, sous la dir. de QUETEL Claude, Caen, Le Mémorial de Caen, 2004.
- CALVO, *La bête est morte I : La guerre mondiale chez les animaux*, Gallimard, Paris, 1995.
- GARROS Louis, *Les grandes batailles de la Deuxième Guerre mondiale*, Tomes I et II, Historama, 1975.
- GROSSER Pierre, *Pourquoi la Deuxième Guerre mondiale*, Bruxelles, Editions Complexe, 1999.
- JACQUELIN André, *Toute la vérité sur le journal clandestin gaulliste Bir Hakeim*, Editions de Kérézac, Paris, 1945.
- KERSHAW Ian, *L'Europe en enfer, 1914-1949*, Londres, Seuil, 2016.
- MONTAGNON Pierre, *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale*, Pygmalion, Paris, 2008.
- ROFFAT Sébastien, *Animation et propagande : les dessins animés pendant la Seconde Guerre mondiale*, L'Harmattan, 2005.
- VALLAUD Pierre, *1939-1945 : La Seconde Guerre mondiale*, Paris, ACRO Pôle, Sélection, 2012.

DEUXIÈME GUERRE MONDIALE : LA FRANCE

- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François, *La France des années noires, Tome 1 : De la défaite à Vichy*, Histoire, Edition du Seuil, 2000.
- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François, *La France des années noires, Tome 2 : De l'occupation à la Libération*, Histoire, Edition du Seuil, 2000.

- BLOCH Marc, *L'étrange défaite*, Gallimard, 1990.
- La 1^{ère} DFL ou l'époque d'une reconquête : juin 1940 - mai 1945*, édition Arts et Métiers, 1946.
- La 2^{ème} DFL, Général Leclerc en France : combats et combattants en France*, édition Arts et Métiers, 1945.
- LELEU JL, PASSERA F, QUELLIEN J et DAEFFLER M, *La France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Atlas historique, Fayard, 2010.

FRANCE LIBRE

- Le Journal officiel de la France Libre, Le Bulletin officiel des Forces Françaises Libres du 15 août 1940, Le Journal officiel de la France Libre du 20 janvier 1941 au 16 septembre 1943, n°4283.
- Le Journal officiel de la République française, Édition d'Alger de juin 1943 à août 1944, n°4323.
- Fondation et Institut Charles de Gaulle, *Avec de Gaulle, témoignages, Tome 1, La Guerre et la Libération*, Nouveau Monde éditions, 2003.
- Charles de Gaulle, la conquête de l'Histoire, exposition 16 juin - 14 octobre 1990, Bibliothèque Nationale.
- De Gaulle en son Siècle, Institut Charles de Gaulle, Plon :
- Tome 1 : *Dans la mémoire des hommes et des peuples*, 1991.
- Tome 2 : *La République*, 1992.
- Tome 3 : *Moderniser la France*, 1992.
- Tome 4 : *La sécurité et l'indépendance de la France*, 1992.
- Tome 5 : *L'Europe*, 1992.
- Tome 6 : *Liberté et dignité des peuples*, 1992.
- Tome 7 : *De Gaulle et la Culture*, 1992.
- BEAL Jacques, *Leclerc, vie et mort d'un croisé*, Paris, Favre, 1988.
- BETHOUART Bruno, DELANNOY Francis, TELLIER Thibault, *Maurice Schumann*, Collection « Histoire et Littérature régionale », 2009.
- BROCHE François et MURACCIOLE Jean-François, *Dictionnaire de la France Libre*, Laffont, 2010.
- BROCHE François, *L'épopée de la France Libre, 1940-1946*, Pygmalion, 2000.
- CREMIEUX-BRILHAC, *La France Libre, de l'Appel du 18 juin à la Libération*, Gallimard, 1996.
- De GAULLE, *Mémoires d'espoir*, L'Effort, 1932..., Plon, 1971.
- De GAULLE, *Mémoires de Guerre, L'Appel, l'Unité, le Salut*, Plon, 1989.
- De GAULLE, *Mémoires de Guerre, L'Appel*, Plon, 1954.
- De GAULLE, *Lettres notes et carnets, 1905-1918*, Plon, 1980.
- De GAULLE, *Lettres notes et carnets, 1919-juin*

1940, Plon, 1980.
 De GAULLE, *Lettres notes et carnet, juin 1940-juillet 1941*, Plon, 1980.
 De GAULLE, *Lettres notes et carnets, juillet 1941-mai 1943*, Plon, 1981.
 De GAULLE Charles, *La Grandeur de la France*, Tome 1, La voix de Nord, Lille, 1991.
 De GAULLE Charles, *La liberté du Monde*, Tome 2, La Voix du Nord, Lille, 1991.
 DESTREM Maja, *L'aventure Leclerc*, Fayard, 1997.
 DRONNE Raymond, *L'Hallali de Paris à Berchtesgaden, carnets de route*, tome 2, août 1944-1945, France Empire, 1985.
 DRONNE Raymond, *Carnets de route d'un croisé de la France Libre*, France Empire, 1984.
 JOIRE Jules et Jean, *Deux frères au service de la France à travers le monde*, 1945.
 LEVISSÉ-TOUZE Christine, TROUPLIN Vladimir, KRIVOPISSKO Guy, *Dans l'honneur et par la victoire : les femmes compagnon de la libération*, Paris, Tallandier, 2008.
 MAURAS Jean, *Souvenirs 1939-1945*, «Ne me dites pas que c'est impossible», Coll. Histoire, Mémoire et Patrimoine Lavauzelle 2010.
 MICHEL Henry *Histoire de la France Libre*, Que sais-je PUF, 1963.
 MOUCHOTTE René, *Les carnets de René Mouchotte, commandant du groupe «Alsace»*, Flammarion 1949.
 RIMBAUD Christiane, *Maurice Schumann, sa voix, son visage*, Editions Odile Jacob, 2000.
 Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui, *Les jours heureux : le programme du Conseil National de la Résistance de mars 1944*, La découverte Poche, 2010.

JOUR J ET LIBÉRATION

Le rôle des troupes marocaines dans la Victoire 1940-1945, Ministère de la Défense, Paris, 2001.
 Résistance et Libération de la Corse, 1940-1943, Paris, Office National des Anciens Combattants et Victimes de guerre, 2003.
 Musée de l'Ordre de la Libération, *Cinquantième de l'Ordre de la Libération*, Paris, 1990.
 ARON Robert, *Histoire de la Libération de la France, juin 1944-mai 1945*, Tomes I et II, Fayard, 1959.
 AZEMA Jean-Pierre, BURRIN Philippe, PAXTON Robert O, *6 juin 1944*, Perrin/Le Mémorial de Caen, 2004.
 BABELAY Jean-Louis, *Un an*, Raymond Schall, 1946.
 BEEVOR Antony, *D-Day et la bataille de Normandie*, Calmann-Lévy, 2009.
 BLANCKAERT Serge, *Dunkerque : 1944-1945, du Débarquement à la résurrection*, VDN, 1995.
 BLOND Georges, *Le Débarquement*, Presses de la Cité, 1984.
 BOURDREL Philippe, *L'épuration sauvage 1944-1945*, Perrin, 2002.

BROCHE François, CAITUCOLI Georges, MURACCIOLLE Jean-François, *La France au combat : de l'appel du 18 juin à la victoire*, Perrin, 2007.
 CASTETBON Philippe, *Ici est tombé : paroles sur la Libération de Paris*, Paris, Editions Tirésias, 2004.
 CHRETIEN Guy, *Normandie 44 - Juno Beach : les Canadiens débarquent*, Editions Heimdal, 1979.
 DANSETTE Adrien, *Histoire de la libération de Paris*, Famot, 1977.
 DEJONGHE Etienne, LAURENT Daniel, *Libération du Nord et du Pas-de-Calais*, Hachette, 1974.
 FOULON Charles-Louis, *La France libérée, 1944-1945*, Hatier, 1984.
 FLORENTIN Eddy, *Stalingrad en Normandie : la destruction de la Vileme armée allemande 30 juillet - 22 août 1944*, Perrin, 2002.
 FRY'S Michel, « *Souvenez-vous...* », Mons, 2014.
 GUENO Jean-Pierre, PECNARD Jérôme, *Paroles du Jour J*, Les Arènes, 2004.
 INGOUF Paul, *Normandie - La bataille de Cherbourg, le val de Saire*, La Hague, Editions Heimdal, 1979.
 LAPIERRE ET COLLINS, *Paris brûle-t-il ?*, Famot 1975.
 MAN John, *Atlas du débarquement et de la bataille de Normandie 6 juin - 24 août 1944*, Editions Autrement, Collection Atlas / Mémoires, 2004 (2ème édition).
 PERRAULT Gilles, *Le secret du Jour J*, Fayard, 1964.
 PIPET Albert, *La trouée de Normandie*, Presses de la Cité, 1966.
 ROULEZ Henri, *La Libération de St Amand-les-Eaux, samedi 2 septembre 1944*, Comité Archéologique et Historique de St Amand-les-Eaux, 1994.
 RYAN Cornelius, *Le jour le plus long*, Robert Laffont, 1960.
 WIEVIORKA Olivier, *Histoire du débarquement en Normandie : des origines à la libération de Paris 1941-1944*, éditions du seuil, 2007.

RÉSISTANCE

ACTES DU COLLOQUE INTERNATIONAL DE BERLIN, 8-10octobre 2001, *Les femmes dans la Résistance en France*, Tallandier, 2003.
 Sous la direction de ZEITOUN Sabine et FOUCHER Dominique, *Histoire de la Résistance et de la Déportation*, Ville de Lyon, Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation, 1997.
Jean Moulin, unificateur de la résistance, sous la dir. de ZEITOUN Sabine, Ville de Lyon, 1993
Jean Moulin, un héros moderne, Paris, Délégation à la Mémoire et à l'Information Historique, 1999.
 ALBERTELLI Sébastien, *Histoire du sabotage de la CGT à la Résistance*, Paris, Perrin, 2016.
 AMOUROUX Henri, *Le 18 juin 1940*, Fayard, 1964 et 1990.

AZEMA Jean-Pierre, *Jean Moulin le rebelle, le politique, le résistant*, Perrin, 2003.

Renée et François, *La résistance spirituelle 1941-1944*, Les cahiers clandestins du Témoignage chrétien, Albin Michel, 2001.

BELOT Robert, *Paroles de résistants*, Berg International Editeurs, 2001.

BELOT Robert, *Henri Frenay, de la Résistance à l'Europe*, Seuil, 2003.

BINOT Jean-Marc et BOYER Bernard, *Nom de code : BRUTUS. Histoire d'un réseau de la France Libre*, Paris, Fayard, 2007.

BLUMENSON Martin, *Le réseau du musée de l'homme Les débuts de la résistance en France*. Seuil, Paris, 1979.

COINTET Michèle et Jean-Paul, *La France de Londres, 1940-1943*, Editions Complexe, 1990.

CUVELIER Vincent, *Ici Londres*, éditions Rouergue, Rodez, 2009 + CD messages radio.

DOUZOU Laurent, *La Résistance française : Une histoire périlleuse*, Points Seuil, 2005.

FOOT Michael R.D., *Des anglais dans la Résistance : le service secret britannique d'action SOE en France 1940-1944*, Tallandier, 2008.

FONTAINE Thomas, *Cheminots victimes de la répression 1940-1945*, Mémorial, Paris, Perrin/SNCF, 2017.

GARDER Michel, *La guerre secrète des services spéciaux français -1935-1945*, Plon, 1967.

JUCHNIEWICZ Mieczyslaw, *Les Polonais dans la Résistance européenne, 1939 - 1945*, Ed. Interpresse, Varsovie, 1972.

KEDROS André, *La Résistance grecque, le combat d'un peuple pour sa liberté*, Robert Laffont, 1996.

LONGUET Stéphane et GENET-ROUFFIAC Nathalie, *Les réseaux de résistance de la France combattante - Dictionnaire historique*, 2013.

MURACIOLE Jean-François, *Histoire de la Résistance en France*, Que-Sais-je ? 1996.

MURACIOLE Jean-François, *Histoire de la France Libre*, Que-Sais-je ? 1996.

NOTIN Jean Christophe, *1061 compagnons, histoire des compagnons de la Libération*, Perrin, 2000.

RAYSKI Adam, *L'Affiche Rouge : une victoire posthume*, Paris, édité par la Délégation à la mémoire et à l'information historique, 1999.

SIEDENTOPF Monika, *Parachutées en terre ennemie*, Perrin, 2008.

SIMONIN Anne, *Les éditions de minuit : le devoir d'insoumission 1942-1955*, Imec, 2008.

THIBAULT Laurence sous la direction, *Cahiers de la Résistance, Les jeunes et la Résistance*, Paris, AERI, La documentation Française, 2007.

THIBAULT Laurence sous la direction, *Cahiers de la Résistance, Les femmes et la Résistance*, Paris, AERI, La documentation Française, 2006.

THIBAULT Laurence sous la direction, *Cahiers de la Résistance, Imprimeurs et éditeurs dans la Résistance*, Paris, AERI, La documentation

Française, 2010.

VAST Cécile, *Etre résistant de l'occupation à l'après-guerre*, 2010.

WIEVIORKA Olivier, *Histoire de la Résistance : 1940-1945*, Perrin, 2013.

WIEVIORKA Olivier, *Une certaine idée de la Résistance*, Défense de la France 1940-1949, Seuil, 1995.

WIEVIORKA Olivier, *Une histoire de la résistance en Europe occidentale*, Paris, Perrin, 2017.

WYRWA Tadeusz, *La résistance polonaise et la politique en Europe*, France Empire, 1983.

RÉCITS-TÉMOIGNAGES-ROMANS : LA RÉSISTANCE

BARRÉ Jean-Luc, BRIENT Georges, DELRUE Mic, Rhin et Danube, *l'extraordinaire épopée, Panazol / Paris, Charles Lavauzelle*, 1989, bande dessinée.

BOIRY Philippe A., *Les jeunes dans la Résistance*, Pilote 24, 1996.

BOUCHINET-SERREULLES Claude, *Nous étions faits pour être libres : la résistance avec De Gaulle et Jean Moulin*, Grasset, Paris, 2000.

BROCHE François, *Les bombardiers de la France Libre « Groupe Lorraine »*, Presses de la Cité, 1979.

BROSSOLETTE Gilberte, *Il s'appelait Pierre Brossolette*, Albin Michel, 1976.

BROT Annabelle et MUCAS Marie-Claire (ss direc.), *Mémoire vivante, parole de résistants*, Echirolles, Ville d'Echirolles et ville d'Eybens, 2002.

CLEMENT René, AUDRY Colette, *La bataille du Rail*, Editions de Crémille, 1972.

CORNIOLEY Peal, *Pauline. Parachutée en 1943, la vie d'un agent du SOE*, Editions par exemple, 2008.

DACIER Jean, *Ceux du Maquis, l'épopée d'une compagnie d'FFI du Vercors*, Arthaud, 1945.

DAENINCKX Didier, *Avec le groupe Manouchian, Les immigrés dans la Résistance*, Oskar éditions, 2010.

EYCHENNE Emilienne, *Les fougères de la Libération, les évasions par les Pyrénées Atlantiques pendant la Seconde Guerre mondiale*, Milan, 1987, 1983.

FINKIELKRAUT Alain, CORDIER Daniel, PIKETTY Guillaume, *Pierre Brossolette ou le destin d'un héros*, Répliques, Genève, édition du Tricorne, 2000.

FOURCADE Marie-Madeleine, *L'Arche de Noé, Réseau Alliance 1940-1945*, Plon, 1982.

GRANET Marie, *Les jeunes dans la Résistance, 20 ans en 1940*, France Empire, 1985.

KESSEL Joseph, *L'Armée des Ombres*, Plon, 1963.

LEFRANC Pierre, *Le vent de la Liberté, 1940-1945*, Plon, 1976.

MARUEJOL René, VIELZEUF Aimé, *Le Maquis « Bir Hakeim »*, Editions de Crémille, 1972.

MONTAZ Pierre, *Onze américains tombés du ciel sauvés par les maquis français*, 2010.

MULLIEZ Jacques-Yves, *Ma guerre secrète : Résistance, pétainisme et presse clandestine*, Lille, Les Lumières de Lille, 2010.

PIKETTY Guillaume, *Français en Résistance : carnets de guerre, correspondances et journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, 2009.

REMY, *Réseaux d'ombres*, Le livre de Poche, 1960.

REMY, *Comment devenir agent secret*, Le Livre de Poche, 1972.

REMY, *Réseau Comète*, Perrin, Tome I (x 2), 1966, Tome II, 1967, Tome III, 1967.

REMY, *Missions secrètes, les passeurs*, Idégraf, Tomes I et II, 1977, Tome III.

REMY, *Mémoires d'un agent secret de la France Libre*, 3 Tomes, Editions Raoul Solar.

TENOR Arthur, *Graine de Résistant*, Paris, Tipik Junior, Magnard Jeunesse, Avril 2005.

TILLON Charles, *Les FTP*, Julliard, 1962.

RÉSISTANCE EN NORD-PAS DE CALAIS/BELGIQUE

ACTES DU COLLOQUE, Bondues, 20 octobre 2001, *L'Engagement dans la Résistance (France du Nord - Belgique)*, Centre de Gestion de l'Édition Scientifique - Lille 3, 2003.

ACTES DU COLLOQUE, Bondues, 31 janvier 2004, *Les Services Publics et la Résistance en Zone Interdite et en Belgique (1940-1944)*, Centre de Gestion de l'Édition Scientifique - Lille 3, 2005.

ACTES DU COLLOQUE, Bondues, 28 janvier 2006, *Femmes et Résistance en Belgique et en Zone Interdite (1940-1944)*, Centre de Gestion de l'Édition Scientifique - Lille 3, 2007.

Association pour la Découverte d'un coin d'Artois, *Souvenez-vous ... des victimes des cantons d'Auchel et de Norrent-Fontes 1939-1945*, Roubaix, Geai Bleu édition, 2012.

Club d'Histoire de Cuinchy, *La Seconde Guerre mondiale à Cuinchy*, n°10, 2007.

Le carnet de Charles Debarge, texte établi et annoté par GHIENNE Bernard, Gauheria, 2001.

Paul Machy, *1887-1945, Maire de Rosendaël, mort pour la France en déportation*, Ville de Dunkerque.

Mémoires d'un chef de la résistance M. Roger ROBERT, Maire de Landrecies de 1945 à 1947.

MEMOR, *Dunkerque, Acteur et Témoins de la Libération 1944-1945*, 1995, Fond André Dlligent.

BLANCKAERT Serge, *Dunkerquois sur tous les fronts 1939-1945*, la Voix du Nord, 1996.

BOCQUET André, *Un militant ouvrier valenciennois : Robert Tonnoir, 1920-1987*.

CANIOT Jacques, *Lille 1939-1945*, 3 tomes, Editions Jean Caniot, 2009/2010/2012.

CELERSE Grégory, *Histoire de la Gestapo : Bruxelles, Lille, Paris et Saint-Quentin*, Lille, Les

Lumières de Lille, 2013.

CELERSE Grégory, *La traque des résistants nordistes*, Lille, Les Lumières de Lille, 2011.

CELERSE Grégory, *Sauvons les enfants*, Lille, Les Lumières de Lille, 2016.

CEUGNIET Roger, *Le petit maillon d'une grande chaîne*, Les Publications du Musée de la Résistance de Bondues.

COUSSEE Bernard, *Les frères Lenne*, Roubaix, Geai bleu édition, 2002.

CURVEILLER Stéphane, *De Gaulle, Vendroux, la Résistance dans le Nord de la France*, Artois Presses Université, 2013

DEBERLES Kléber, *1940, la terrible année dans la région de Auchel, Béthune, Bruay, courrières, Lillers, Noeux, Oignies, Saint-Pol et d'Aire-sur-la-Lys à la Bassée*, Nord Patrimoine éditions, 2002.

DEJONGHE Etienne, LE MANER Yves, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande, 1940-1944*, Voix du Nord, (x2), 2000.

DEJONGHE Etienne, dir. *L'Occupation en France et en Belgique 1940-1944*, Revue du Nord Hors-série collection Histoire N° 2, 1988.

DEJONGHE Etienne, LAURENT Daniel, *Libération du Nord et du Pas-de-Calais*, coll. La Libération de la France, Hachette Littérature, 1974.

DELAME LELIEVRE Maurice, *D'Arras à Charleroi : le Hainaut Franco-Belge 1939-1945*, L'Apert éditions, 2013.

DELEPAUT Georges, *Mon histoire de résistant*, Bondues, 2001.

Le journal de guerre de Jeanne DESTOMBE.

DETREZ L. (Chanoine), *Du sang sur les parvis lillois (1940-1945)*, SILIC, 1947.

DETREZ L. (Chanoine), *Quand Lille avait faim, 1940-1944*, SILIC.

DETREZ L., CHATELLE A. *Tragédies en Flandres (1940-1944)*, Librairie Tallendier, Lille, 1953.

D'HALLENDRE Edgard, *Eugène d'Hallendre*, 1979.

DIERICKX L., *Abbé Bonpain*, SILIC), 1952.

DUHAMEL Jean-Marie, *La Voix du Nord clandestine 1941-1944. Tome 1 : Engagements et combats*, Editions La Voix, 2011.

DUHAMEL Jean-Marie, *La Voix du Nord clandestine 1941-1944. Tome 2 : Les récits et la mémoire*, Editions La Voix, 2011.

DUPREZ Henri, *1940-1945, même combat dans l'ombre et la lumière, épisodes de la Résistance dans le Nord de la France : Témoignages et souvenirs*, La Pensée Universelle, 1979.

FAUQUETTE Alexandre, *James Venture, ce héros ! : L'histoire exceptionnelle d'un résistant et déporté du Train de Loos, Loos, 2010*.

FOSSIER Jean-Marie, *Zone Interdite, mai 1940-mai 1945*, Editions Sociales, 1977.

FOSSIER Jean-Marie, « *Nous sommes restés des hommes : mes combats 1933-1945* », Roubaix, Geai Bleu Editions, 2011.

HENON Abel, *1939-1945 Mon combat dans l'ombre*, 1999.

HOUDART Marcel, *Des Noeuxois dans la Résistance et la Déportation « Ceux du Train de Loos »*.

LACOUR-ASTOL Catherine, *Le Genre de la Résistance : la résistance féminine dans le Nord de la France*, SciencesPo Les Presses, 2015.

LADEUZE Pierre, *Témoignage mineur*, Paris, Publibook, 2005.

LANDRY Gérard, *Lille-Roubaix-Tourcoing sous l'occupation*, Ouest-France, 1982.

LEFEBVRE-MARQUET Lysiane, *Georges Haudiquet : prêtre, paroles d'hier*, Ecridis, Roncq, décembre 2015.

LE CORNU Jean, *Tant qu'il en restera un ... Histoire de Maurice Reisdorff, douanier de Vieux-Condé résistant et déporté*, Aubagne, Editions de la Revie, 2017.

LEPINAY Frédéric, *La Voix du Nord : histoire secrète*, Lille, Les Lumières de Lille, 2005.

LESAGE René, *La Résistance en Artois occidental (juin 1940-mai 1944)*, Revue du Nord Hors-série collection Histoire N°13, 1998.

LHEUREUX Danièle, *Les oubliés de la Résistance, Sylvester Farmer*, France Empire, 1988.

LHEUREUX Danièle, *La Résistance « Action-Buckmaster » Sylvester-Farmer avec le Capitaine « Michel »*, Roubaix, Geai bleu Editions, 2001.

MALFAIT Marcel, *Le Régiment de Roubaix-Tourcoing, Historique de la Campagne 1939-1940 du 100^{ème} Régiment d'infanterie*, 1998.

MARCQ Michel et VISSE Jean-Paul, *Enfin libres !*, Lille, La Voix du Nord, 1994.

MARTELL Henri, *Un mineur syndicaliste élu du Peuple*, Lille, Geai Bleu édition, 2016.

MEXANDEAU Louis, *Nous, nous ne verrons pas la fin, un enfant dans la guerre*, Le Cherche midi, 2003.

OUTTERYCK Pierre, *Au camarade Maire Joseph Hentgès, ouvrier communiste résistants*, Coll. Parcours d'Histoire, Lille, Geai Bleu éditions, 2014.

OUTTERYCK Pierre et DUBOIS Laurence, *Résistance à Auby : un jour dans notre vie le printemps fleurira*, Lille, Geai Bleu éditions.

OUTTERYCK Pierre, *Célestin Leduc, ce métal qui ne lâchait rien*, Coll. Parcours d'Histoire, Lille, Geai Bleu éditions, 2015.

OUTTERYCK Pierre, *Mai-Juin 1941 100 000 mineurs en grève*, Lille, Geai Bleu éditions, 2016.

PATOOR Jacques, *Souvenirs de résistance dans la région de Wormhout*, Wormhout, 1993.

POUILLE Jean, *Vae Victis, Journal d'un jeune Armentien pris dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale*, 2003, 2 tomes.

THOMAS Pierre, *Histoire de la Pèvèle française durant les événements de mai 1940*, Les éditions Nord Avril, mai 2012.

TOURSEL Charles, *Bruay-en-Artois et sa région de 1918 à 1945*, Association des Anciens élèves du Lycée de Bruay-en-Artois, 1980.

VAN DEN BROUCKE, *Quand des avions*

s'abattaient..., Imprim'tout Editions.

VANDEBUSSCHE Robert, *La Résistance dans le Nord-Pas de Calais*, Editions De Borée témoignage, 2012.

VERNIER-ESCANDE Lucie, *Infirmières et pionnières Thérèse Matter et Eva Durrelman, deux vies ... une œuvre*, Grenoble, Editions Alzieu, 2000.

VICOT Roger, *Poing à la ligne*, la Voix du Nord (1941-1944), L'Harmattan, 1994.

VISSE Jean-Paul, *Mai 1940, sang et larmes sur le Nord, témoignages et souvenirs*, La Voix du Nord, 1990.

VISSE Jean-Paul, *La presse du Nord et du Pas-de-Calais au temps de l'Echo du Nord : 1819-1944*, Lille, Septentrion, 2004.

AIDE À LA POPULATION JUIVE

BELBEOCH Roger, *Je n'ai fait que mon devoir - 1940-1944 : un Juste dans les rangs de la police*, Paris, Robert Laffont, 2007.

GUTMAN Israël (sous la dir. de), *Dictionnaire des Justes de France*, Paris, Arthème Fayard, 2006.

YAGIL LIMORE, *Chrétiens et juifs sous Vichy (1940-1944), sauvetage et désobéissance civile*, Paris, Les Editions du Cerf, 2005.

RÉCITS-TÉMOIGNAGES-ROMANS : DIVERS DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

CHENAIS-DEIGHTON et AGOSTO, *L'alternative* Tome 1, Grenoble, Glénat, 2009.

CHENAIS-DEIGHTON et AGOSTO, *L'alternative* Tome 2, Glénat, Grenoble, 2009.

NURY et VALLEE, *Il était une fois en France*. Tome 1 : L'Empire de Monsieur Joseph, Grenoble, Glénat, 2007.

NURY et VALLEE, *Il était une fois en France*. Tome 2 : Le vol noir des corbeaux, Grenoble, Glénat, 2008.

NURY et VALLEE, *Il était une fois en France*. Tome 3 : Honneur et Police, Grenoble, Glénat, 2009.

VARVENNE Franck, 1939-1945, *Carnet de Route d'un évadé de France*, 2001.

Jour J à Utah-Beach, 1973.

Commandant VULLIEZ, *Mers El-Kebir*, Famot 1976.

DIVERS

DOUZOU Laurent, *Faire l'histoire de la Résistance*, Presses Universitaires de Rennes, Histoire, 2010.

DOUZOU Laurent et LECOCQ Christian, *Enseigner la Résistance*, Canopée éditions, 2016



SECRET
DEFENSE

